le monde libertaire
hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérente de l'Internationale des fédérations anarchistes

le monde libertaire

même pas mal !

Indifférente aux nombreuses victimes de son enlisement, l'administration Bush s'enferre dans sa politique irakienne. Les communiqués optimistes manifestement mensongers ont du mal a masquer la réalité : le président des États-Unis se moque de la sécurité de tous pourvu qu'il puisse accaparer les richesses pour lui et ses copains.

M 02137 - 1337 - F: 2,00 €

2€
0026-9433

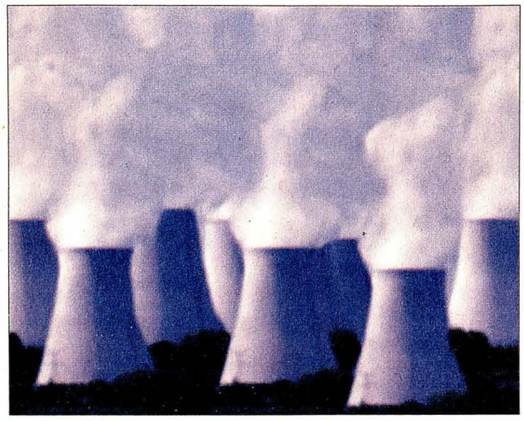
« Nous devons considérer toutes les tentatives faites pour s'attaquer à une seule des apparences de l'autorité comme vouée à l'échec, si elle est sincère, ou, si elle ne l'est pas, comme n'étant que les marques de ceux qui ne recherchent qu'à se substituer aux maîtres du jour. »

Georges Bastien

hebdo n° 1337

du 20 au 26 novembre 2003

Sommaire



En avril ou en septembre, être **expulsé** c'est toujours avoir sa gueule dehors ! page 4

Meeting au **FSL**, page 5

Chez les **grecs** on en voit des vertes et des pas mûres, page 6

L'autruche, Ladrisse pique du bec, page 7

L'alter-recupération des **politicards** encartés, par Jean-Denis, page 8

Nucléaire, un livre blanc dépressurise, par Danie, page 9

Sale coup pour les **Bulgares**, les soutients servent de parapluie, par Muriel, page 10

La CGT et **La Sociale** font encore couler l'encre, par Ramon, page 11

Des outils différents pour une **même lutte**, par Fred, page 14

Argentine, l'autogestion rajoute du piquant à la lutte, page 15

Un **rêve** assassiné, par Mato Topé, page 18

Sulfide vous en parle **en vrac**, page 21

Agenda et **Radio libertaire**, page 22

Colloque Han Ryner, page 23

L'araignée déroule la toile pour vous, page 23

Des hommes ordinaires face à une situation **déroutante**, page 23

Directeur de publication : Bernard Touchais
Commission paritaire n° 0906 I 80740
Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44 145 – 1er trimestre 1977
Routage 205 – EDRB
Diffusion NMPP

Le Monde libertaire est imprimé sur papier recyclé.

Photos et illustrations de ce numéro : droits réservés.

Bulletin d'abonnement

Tarifs (hors série inclus)	France * (+ DOM TOM)	Sous pli fermé * France	Étranger **
3 mois 13 nos	◯ 20 €	◯ 32 €	◯ 27 €
6 mois 25 nos	◯ 38 €	◯ 61 €	◯ 46 €
1 an 45 nos	◯ 61 €	◯ 99 €	◯ 77 €
Abonnement de soutien	◯ 76 €		

* pour les détenus et les chomeurs, 50% de réduction en France métropolitaine (sous bande uniquement)
** les chèques tirés sur des banques hors france subissant une taxe exhorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement postal international sur notre compte chèques postal (CCP)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage

(en lettres capitales)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

◯ Chèque bancaire ◯ Virement postal (compte CCP Paris 1 128915 M)

Réglement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tel : 01 48 05 34 08 - Fax : 01 49 29 98 59

Editorial

La date des élections présidentielles américaines approchant, Bush doit gérer au plus vite ses ambitions irakiennes. C'est bien connu, les électeurs ont la mémoire courte et l'objectif premier de Bush, avec la mise en place anticipée d'un gouvernement provisoire irakien, est bien de ne pas mener une campagne électorale sur fond de morts, attentats et autres réjouissances guerrières. Sortir le plus tôt possible de l'enlisement et ce, quels qu'en soient les moyens, telle est sa priorité actuelle pour pouvoir se représenter « proprement ».

En attendant, ce que l'on qualifie de « chaos de l'après guerre », n'est rien d'autre qu'une guerre qui se poursuit et s'intensifie. Les Américains durcissent leurs actions militaires et recommencent à larguer des bombes, les attentats contre les forces d'occupation se multipliant. Conséquence: des morts, toujours plus de morts. Les Italiens, dans cette guerre, ont pour le moment les plus grosses pertes humaines depuis la seconde guerre mondiale. Qu'à cela ne tienne, Berlusconi réaffirme que ses troupes resteront et « qu'aucune intimidation ne changera notre volonté d'aider ce pays à construire un gouvernement, la sécurité et la liberté ». Pas de doute qu'en Italie la population, descendue massivement dans la rue contre la guerre, apprécie ces propos. Quand aux pertes parmi la population civile irakienne, on évite d'en parler.

Villepin, lui, culpabilisant peut-être de ne pas avoir participé à la lutte contre l'axe du mal, se rattrape en proposant pour l'après guerre ses services pour former les policiers et les militaires irakiens. Pour lui, la priorité dans un pays sortant d'une guerre n'est pas la reconstruction des habitations, des écoles, etc. et le bien être de la population mais l'assurance de la mise en place du contrôle des individus. Le cynisme nous pousserait à affirmer que cette offensive du Quai d'Orsay n'est là que pour assurer quelques contrats juteux aux capitalos français en Irak, juste au moment où quelques brèches apparaissent dans la politique américaine. Et hélas le cynisme se confond trop à la réalité.

Compte tenu du calendrier serré – les États-Unis ont prévu d'être dégagés de l'administration irakienne en juin 2004 – et de la promesse faite par Bush de rester sur le terrain jusqu'à obtenir « un Irak libre et pacifique », nul doute qu'il n'hésitera pas à opter pour le durcissement de la logique guerrière meurtrière, prêt à tout pour son maintien au pouvoir.

L'Irak, la guerre, l'État

Eric Valentin

Cocorico ! La presse française exulte: les médias américains sont intrigués par l'attribution de la plupart des contrats de « reconstruction de l'Irak » les plus juteux à la société Halliburton, gros sponsor de la campagne présidentielle de Bush. Certains en arrivent même à se demander si la position française concernant l'Irak n'était pas plus réaliste en définitive. Victoire donc pour nos analystes hexagonaux, car il y a bien longtemps que les je-sais-tout du journalisme formaté ont oublié que le monde existait en dehors de leurs colonnes, qu'il ne se résumait pas au spectacle qu'ils en font et à ses débats préfabriqués.

La guerre a eu lieu et les morts sont morts. Voilà la réalité, mesdames et messieurs les porte-plume: votre débat est clos et, quitte à revenir en arrière, autant le faire sérieusement. L'État américain a défendu ses intérêts et l'État français a tenté de défendre les siens. Se demander à présent qui avait raison ne conduit qu'à éluder une fois de plus la réalité essentielle, à savoir la relation fondamentale qui unit l'État et la guerre.

Souvenons-nous: de tous côtés, on nous disait rechercher les moyens de garantir la paix et la liberté dans cette région du monde, les uns par la guerre (sanglante version du « reculer pour mieux sauter »), les autres par la régulation interétatique (Onu, forces internationales, etc.). Pensant au peuple irakien, on pouvait avoir un penchant pour la seconde voie (à condition de se restreindre à cette seule alternative, bien sûr). Mais, hélas, nous le savons trop bien: l'État est le plus court chemin qui mène à la guerre et c'est bien la reconstruction d'un nouvel État que visaient les uns comme les autres.

Historiquement, l'État est toujours et partout issu d'affrontements, de guerres. Il n'est jamais que la consécration d'une victoire, l'instauration formelle d'une domination des uns sur les autres.

L'État n'amène pas la paix. Tout au plus parvient-il à « retourner » la guerre: une fois stabilisé et maître d'un territoire, l'État se contente de contenir les menaces de conflits intérieurs afin de les tourner vers l'extérieur. À la menace de guerre civile succède celle de guerre internationale et c'est bien au nom de ce nouveau danger que l'État justifie alors sa domination. Mais, pour cela, il lui faut construire la Nation. Comme l'expliquait avec grande justesse Rudolf Rocker (dans *Nationalisme et culture*), c'est bien l'État qui suite page 4

Conventions collectives: casse du principe de faveur

Selon ce principe, les accords de branche ne peuvent être plus défavorables aux salarié.e.s que le droit du travail, de même que les accords d'entreprises ne peuvent être plus défavorables que les accords de branches.

Début octobre, François Fillon a mis sur le tapis une réforme de la législation régissant les négociations entre employeurs et syndicats. À la clé, une carotte pour les grosses centrales syndicales qui jouent le jeu de la « refondation sociale » du Medef, et un bâton pour les salarié.e.s.

La carotte, c'est le fait que les signatures des syndicats majoritaires aux élections professionnelles seraient désormais nécessaires pour des accords de branche ou d'entreprise. Le bâton, c'est la possibilité que les accords d'entreprise contiennent des dispositions en matière de temps ou de conditions de travail contraires au principe de faveur. Les effets d'une telle réforme seront bien évidemment dévastateurs en terme de flexibilité et d'exploitation accrue, en particulier dans les très petites entreprises, celles qui n'ont toujours pas vu la couleur des 35 heures à la sauce Aubry.

In la Sociale

L'Irak, la guerre, l'État

suite de la page 3

construit la Nation et non pas l'inverse. C'est un pur anachronisme que de croire l'État issu d'une réalité préexistante appelée Nation. Pour s'en convaincre, il suffit de voir combien les États ont déployé d'efforts pour créer de toute pièce le « sentiment national », en particulier en procédant à une profonde uniformisation culturelle (unité linguistique, réécriture ou invention de l'histoire, oubli des conflits internes au territoire, etc..). D'ailleurs, les États s'entraident volontiers en se légitimant réciproquement: une guerre civile nous est fréquemment présentée comme « guerre ethnique », « affrontement de clans, de tribus » et autres images exotiques. Médiatiquement appréciée, cette présentation permet surtout d'éviter de miser sur le mauvais cheval. Mais, dès la victoire d'un camp sur l'autre, on nous parle de « gouvernement » et « d'opposition », éventuellement de « rebelles » si la victoire n'est pas totale: les prétendus sauvages qui s'étripaient ont disparu. Nous voici à discuter d'État à État, de Nation à Nation; c'est du sérieux maintenant.

Il est bien naïf de s'étonner aujourd'hui des affrontements, présents et futurs, observés en Irak « libéré »: puisqu'il s'agit de rebâtir un État, rien de plus normal que de voir s'affronter de potentiels chefs de guerre et autres seigneurs féodaux requinqués. Répétons-le: il n'y a émergence d'un État qu'à la suite d'une victoire des uns sur les autres et il est criminel de fixer pour horizon au peuple irakien la recréation d'un État. Bush-Chirac: match nul, très nul.

La même naïveté est d'ailleurs à l'œuvre lorsque les médias relatent la situation actuelle en Haïti: cette île est à nouveau en proie à des affrontements sanglants entre milices. Hélas, rien de plus tragiquement normal puisque là aussi l'horizon indépassable imposé au peuple se nomme « État ». Et puisque nul n'a emporté la victoire décisive, c'est reparti pour un tour! Le « bon père » Titide, désormais protégé par les États-Unis, s'appuie aujourd'hui sur les ex-tontons macoutes pour se maintenir en son palais gouvernemental et le sang des gueux coule à nouveau. Clausewitz marchait sur la tête: la politique est en fait la continuation de la guerre. Mais, elle ne constitue en rien une garantie de paix tant que le pouvoir étatique est son enjeu: la crainte de s'affaiblir peut l'amener à tout moment à une redistribution des cartes. Il faut une victoire à tout prix et elle sera indiscutable ou ne sera pas.

Sur le plan philosophique, le match est nul aussi: Hobbes versus Rousseau égale vieux débat affligeant.

Pour le premier, l'État se justifie précisément par sa capacité à empêcher la guerre de tous contre tous, guerre éternelle de surcroît.

En effet, lorsque la victoire sanglante a accouché d'un État, celui-ci doit continuellement se renforcer, car la guerre est toujours là, souterraine, mais intense selon Hobbes: le voleur contre le possédant, le mauvais contre l'homme bon, etc. Alors Rousseau, a priori, paraît plus sympathique: l'État, fruit d'un « contrat social » nous permettrait de retrouver notre sage bonté (qu'il dit lui-même hypothétique) et de préserver la plus large part de notre liberté. Double erreur: d'une part, comme le remarquait Bakounine, le « contrat social » n'est qu'une fiction bourgeoise destinée à justifier l'État. Il ne s'agit pas de préserver ou de retrouver la liberté: elle reste à conquérir! Où, quand, comment y aurait-il eu établissement d'un quelconque contrat? (« Toi, l'État, je t'abandonne un peu de ma liberté et tu m'en protèges le reste »). D'autre part, avec son mythe du (bon) sauvage, Rousseau occulte l'essentiel: nous ne sommes jamais passés d'un état « sauvage » à la civilisation étatisée. À la source de l'État se trouve la barbarie, invasions et guerres en tous sens, et c'est bien de cela que sont issus les États. L'image du sauvage est sympa et romantique et s'impose donc sans peine dans les manuels de philosophie[1]. C'est pratique: elle fait une croix sur le barbare. Or, l'État est bien né de la barbarie et, logiquement, tant qu'il nous sera imposé de construire et de maintenir des structures étatiques, la porte restera ouverte à la barbarie. C'est parce que l'État semble encore nécessaire à beaucoup de nos congénères que la guerre demeure toujours possible et non point l'inverse. Et l'action pacifiste, pour indispensable et juste qu'elle soit, ne sera jamais que de court terme tant qu'elle ne s'attaquera pas simultanément à la guerre et à l'État.

E.V.

1. Il est significatif que ce soit au XVIIIe siècle précisément que les Francs aient cessé d'être présentés par les historiens comme des envahisseurs: la tête du roi vacillait déjà et, parce que la pensée politique ne s'était pas défaite de la notion de souveraineté, il lui fallait construire une prothèse. La Nation fera l'affaire (à condition bien sûr d'effacer les barbares épisodes qui ont forgé l'État).

Refusons les expulsions

Avec le mois de novembre, revient le temps de la trêve hivernale des expulsions locatives. C'est la morte saison pour les huissiers. Un.e propriétaire ne peut plus expulser son locataire pour impayé de loyer. On en oublierait presque que si les expulsions légales sont impossible du 1er novembre au 15 mars, les procédures d'expulsion, elles, continuent à courir et que certains bailleurs continuent à virer leurs locataires de manière illégale sous la protection des pouvoirs publics.

La trêve hivernale est une invention des socialistes pour se donner bonne conscience, parce que la misère dont on est responsable est plus supportable l'été que l'hiver. C'est une pause qui permet parfois à la famille d'assainir sa situation. C'est juste une pause qui ne remet pas du tout en cause la spéculation capitaliste sur le droit au logement. Une pause qui ne change rien dans la logique qui fait du logement un objet de consommation et de profit parmi tant d'autres. Bref c'est une pause qui par son existence même, nie le droit de chacun.e à avoir un toit quel que soit le mois, le jour ou l'heure. Depuis longtemps déjà, les bailleurs sociaux font du logement public au prix et aux conditions du privé. Dans les agences immobilières, se voir autorisé.e à avoir un logement, c'est passer avec succès un examen financier et de moralité. Restent les marchand.e.s de sommeil qui pour 530 euros louent ce charmant studio tout confort sauf l'eau chaude.

La spéculation sur le logement de la part de l'État et autres capitalistes a transformé le droit de tou.te.s en privilège des plus riches. Alors la trêve hivernale c'est bien joli mais avoir sa gueule dehors en janvier, en avril ou en septembre, c'est toujours avoir sa gueule dehors!

François
groupe de Lille

Ce qu'il faut lire

La Sociale
Feuille du groupe de Lille de la FA
GroMéLiFA, c/o Aldir, BP 79, 59370 Mons-en-Barœul
groupe-lille@federation-anarchiste.org

L'Égalité économique et sociale
Feuille de l'Union locale de Lyon de la FA
La Plume noire, 19, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon

Un bien chouette métingue

La manifestation du FSL le 15 novembre, tête du cortège.

La première journée du Forum social libertaire s'est terminée par un meeting qui a réuni des centaines de personnes à Saint-Ouen. Trois des organisation participantes ont pu ainsi mettre en avant les thématiques qui nous sont communes, comme celles qui leur sont propres.

David, Fédération anarchiste

Nous voudrions dire quelques mots au nom du collectif d'organisation du Forum social libertaire. Quelques mots à propos de pourquoi nous avons organisé ce FSL et quelles perspectives il offre.

L'organisation de ce FSL s'inscrit dans le contexte d'une année chargée en luttes et en mouvements sociaux. Il s'inscrit aussi, pour le mouvement libertaire, dans la poursuite de la mobilisation réussie contre le sommet du G8 à Évian en juin dernier. Une mobilisation au travers de l'expérience de la Convergence des luttes antiautoritaires et anticapitalistes et du Village alternatif, anticapitaliste et antiguerre. Ces deux initiatives nous ont permis de montrer qu'en étant uni, le mouvement libertaire pouvait être une force de mobilisation et de contestation incontournable mais aussi qu'il pouvait être porteur d'alternatives sociales en acte. Nous avons porté l'idée d'une rupture avec le capitalisme.

L'objectif de la mobilisation libertaire contre le G8, tout comme ce Forum social libertaire, qui se veut être une alternative au FSE, est d'affirmer et de faire exister un pôle politique et syndical anticapitaliste, antiautoritaire et révolutionnaire. Un pôle qui soit autonome des courants réformistes, des ONG ou de tous ceux qui veulent simplement humaniser le capitalisme. À nous de nous démarquer par nos analyses, nos pratiques et nos initiatives. Nous avons à prouver que les libertaires peuvent représenter aujourd'hui une force non négligeable dans le contexte actuel.

De même, ce FSL se veut être un espace de rencontres, d'échanges et de convergences des luttes que nous menons tout au long de l'année. Un lieu d'échange et de mise en valeur de nos analyses et de nos pratiques dans les mouvements sociaux comme ceux du printemps dernier.

Demain, nous serons ensembles dans la rue, et, comme l'organisation commune des nombreux débats et forums, cela témoigne d'une réelle vitalité du mouvement libertaire. Cela témoigne aussi et surtout d'une volonté d'agir ensemble par delà nos différences et spécificités. En effet il y a urgence.

Urgence à affirmer un pôle révolutionnaire porteur de revendications, d'alternatives et de projet social face à l'offensive capitaliste actuelle.

Urgence à offrir des perspectives, au-delà de toutes illusions électorales, au mouvement social face à l'offensive patronale et étatique. Une offensive qui se traduit concrètement par la dégradation des conditions de vie et de travail des salariés au travers des attaques sur le temps de travail, la multiplication des emplois et des statuts précaires, l'augmentation des licenciements et donc du chômage mais aussi l'amputation des droits des chômeurs et des précaires. Ce sont ainsi 800 000 chômeurs qui verront, à partir du premier janvier prochain, leur allocation réduite ou qui seront radiés des Assedic. De même le passage du RMI au Revenu minimum d'activité (RMA) se traduira par une hausse de la précarité institutionnalisée ainsi que par des cadeaux au patronat. En effet, les patrons pourront faire travailler trois personnes au RMA pour le prix d'un seul smicard ! Cette offensive patronale et étatique vise en fait à libéraliser à outrance le marché du travail, à faire table rase de 80 ans de conquêtes sociales, à démanteler les services publics, à réhabiliter une certaine morale productiviste en sacralisant le travail, et à continuer à diviser et à briser les individus sur des critères de sexe, d'âge, d'origine ou de nationalité. Urgence en effet face à la peste sécuritaire, nationaliste et militariste mais aussi face au patriarcat et à l'ordre moral.

Enfin, il y a aussi urgence à tisser des liens dans nos luttes sur le plan international.

Car des montagnes du Chiapas aux ruelles de Gaza en passant par les banlieues de Londres, Paris ou Berlin nous sommes confrontés aux mêmes logiques capitalistes, au même ordre étatique et sécuritaire ou militariste.

Nous ne pouvons que saluer l'exemple des luttes populaires en Argentine et en Bolivie contre le libéralisme et ses conséquences.

Saluons aussi nos camarades anarchistes brésiliens qui participent activement aux luttes contre le gouvernement Lula ; gouvernement qui fait emprisonner les paysans sans-terre. et qui est le meilleur reflet des illusions électorales d'une gauche radicale qui, une fois au pouvoir, se transforme en gestionnaire du système dont les intérêts ne sont pas les nôtres.

Alors, n'attendons pas, ce FSL doit être une étape de plus pour offrir des perspectives au mouvement libertaire et, plus généralement, au mouvement social. Une étape de plus pour faire émerger les idées et les pratiques qui nous sont chères telles que l'autonomie du mouvement social par rapport à toute représentation politique, l'auto-organisation dans les luttes et, comme forme d'intervention sociale, la démocratie et l'action directe !

Guillaume, AL

Effectivement, il est de notre responsabilité de rendre crédible une politique anticapitaliste de masse. Il faut nous adresser aux travailleuses, aux chômeurs, à toutes celles et ceux qui subissent chaque jour le cauchemar néolibéral, et qui ne croient plus à la possibilité de changer la société. Tous les espoirs autrefois cristallisés dans la gauche ont volé en éclats, et les différents partis de gauche, au lieu de faire le bilan de leur faillite, restent obsédés par leurs petites courses électorales. Or depuis quelque temps, un spectre hante la gauche dirait-on : c'est le spectre de l'« anarchosyndicalisme ». Du PS à la LCR, en passant par le PCF, on ne rêve qu'à une chose, « représenter » ou « être la traduction politique » du mouvement social. Malheureusement pour eux, cette prétention pour l'instant reste vaine, et c'est Gilles Lemaire, le secrétaire national des Verts, qui exprimait le mieux ce désarroi en déclarant en septembre qu'il craignait « la dérive du mouvement altermondialiste vers l'anarchosyndicalisme ». Mais que se passe-t-il donc ? Tous ces militants des luttes sociales, ces grévistes de

mai-juin 2003, ces syndicalistes, ces militants altermondialistes, ces militants solidaires des sans-papiers ou des sans-logis, tout un pan du mouvement social, semble de plus en plus indifférent – voire carrément hostile – aux gesticulations de la gauche gouvernementale. À ce cruel divorce, il ne peut y avoir que deux explications. Ou bien ce sont ces centaines de milliers d'opposants actifs au libéralisme qui, par manque de maturité, n'ont rien compris. Ils n'ont pas compris à quel point une nouvelle gauche plurielle – « vraiment à gauche », il va de soi – était indispensable à leur combat. Ou bien, et c'est ce qui semble le plus évident, nous sommes à nouveau en train d'assister à la mort d'une utopie : celle de la social-démocratie. Certes, la social-démocratie, telle qu'incarnée dans les partis PS, PCF, Verts, etc. n'est pas morte, loin de là. Mais l'idée social-démocrate, celle d'un capitalisme à visage humain, équilibré dans le statu quo entre salariés et patrons, cette idée semble, elle, bel et bien dépassée.

D'une part le patronat, dont en France le Medef est l'avant-garde, n'a plus que faire des statu quo, et poursuit son projet d'une société intégralement livrée à loi du marché. D'autre part la gauche elle-même, continue de défendre un projet réformiste sans bases réelles, sans marges de manœuvres, face à la domination du capital. Et pourtant, régulièrement renaît la tentation de fonder une néo social-démocratie, « à gauche vraiment », « à gauche de la gauche » ou « 100 % à gauche », pour battre le libéralisme. À ces camarades, nous disons : attention, ce qu'on n'a pas gagné par les luttes sociales, on ne le gagnera pas en entrant dans les institutions républicaines. On n'y gagnera que la défaite, la désillusion et la marginalisation des mouvements sociaux.

Alors. Un patronat agressif, une gauche démolie, une néo-gauche de gauche impuissante. Tout cela rend bien dérisoires les appels du pied en direction du mouvement social, pour qu'« enfin » ses militants les plus en vue se décident à « prendre leurs responsabilités » en se présentant aux élections. Mais ces incessantes sollicitations ne sont pas seulement dérisoires, elles nient implicitement la capacité des mouvements sociaux, des chômeuses, des travailleurs, à se réapproprier le politique hors du champ institutionnel. Alors, l'avenir est-il au mouvement libertaire ? Aux stratégies et aux pratiques qu'il inspire ? Disons que pour une bonne part, nous sommes au milieu du gué. Pour le mouvement social, il est évident que la résistance au libéralisme la plus efficace est une opposition extraparlementaire, sur le terrain des luttes sociales, dans les entreprises, dans les quartiers. Et pas dans les ministères, les conseils régionaux ou au Parlement européen. C'est en soi une victoire de la lucidité. Pourtant, la question d'un projet de société alternatif au capitalisme reste, elle, en suspens. Or si le mouvement social reste muet sur le projet de société, il se contentera, sur le plan politique, d'être le spectateur désabusé d'une gauche gouvernementale qui, comme en 81, comme en 97, comme avec Lula aujourd'hui au Brésil, la conduira à l'impasse. Cette question du projet de société, c'est l'enjeu de demain, qui cristallisera toutes les attentions au fur et à mesure qu'il se précisera.

Il se dessine dans les grèves, les actions radicales, les assemblées générales. Il faut que ces pratiques sociales s'articulent à un projet qui leur corresponde, et qui ne peut être qu'un projet fondé sur le socialisme et l'autogestion. L'échec du « socialisme d'État » est patent. Il a pendant un temps laissé penser que le capitalisme était l'horizon indépassable de l'humanité. D'une part, l'URSS a été remisée au placard des vieilles illusions. D'autre part, la social-démocratie est morte dans ses prétentions à changer la vie.

Le mouvement libertaire affirme que, débarrassée de ces leurres, la question de la transformation sociale peut être à nouveau posée. Les civilisations sont mortelles. Le capitalisme l'est aussi. Nous ne sommes donc pas condamnés à rester enchaînés à ses dogmes et à ses diktats. Il y a une vie après le capitalisme, elle mérite d'être vécue.

Chantal, OCL

Pour vivre dans un autre monde, nous n'avons, certes, pas de recette miracle. Mais nous nous distinguons très clairement d'un certain label, actuellement en vogue, grâce auquel une partie du Forum social européen espère habiller le mouvement social de vertus dites citoyennes. Il alterne entre la recherche d'un nouveau mouvement politique et la pratique d'un lobbying envers les décideurs de ce monde.

Nous n'avons rien à voir avec ce type de stratégie de pouvoir ou de groupe de pression. Ce qui nous unit, au FSL, c'est l'affirmation d'une rupture sans équivoque avec le système capitaliste. Cette rupture garde aujourd'hui toute sa pertinence dans les mouvements sociaux.

Si nous nous proclamons révolutionnaires libertaires c'est qu'aucun aménagement de ce monde ne pourra permettre la mise en place d'une société débarrassée de toute forme de domination. Bien au contraire l'espérance d'un capitalisme à visage humain, autrement dit d'un mondialisme humanitaire, ne fait que renforcer la pensée unique d'un système indépassable : on ne peut pas faire mieux que la démocratie à l'occidentale et ses précieux droits de l'homme, nous dit-on. Ils peuvent faire pire, disons-nous !

Ce forum est à notre image, radical et pluriel. Il ne s'agit pas, pour l'ensemble des groupes participants, de se dissoudre dans une unité consensuelle, mais d'unir nos forces pour une actualisation et une remise en débats toujours nécessaire de notre lutte contre le capitalisme et le patriarcat ; de nos propositions pour une société libérée de toute oppression.

Les débats proposés dans le cadre de ce forum sont autant de questions. Comment passer de la journée d'action syndicale à la grève générale ? À partir de la critique de l'école éducatrice actuelle comment aborder la question de la transmission des savoirs, des compétences sans fonctionner sur un mode hiérarchique ou centralisateur ? À quoi servent les services publics actuels ? Et que devrait être un service public dans une société sans État ? Et bien d'autres questions qui ont le mérite de laisser place aux différentes approches et expériences. Réfléchir sur les modes d'action et sur le fond des mobilisations, par exemple comment mener une lutte contre le nucléaire, pour l'environnement, etc., sans questionner les notions de progrès, de développement, et de productivisme qui sont au cœur d'un problème tout à la fois politique, social et philosophique.

Ce forum est le prolongement logique d'initiatives et de moments de luttes sociales ; il est nécessaire de subvertir le monde par des mouvements et des réseaux qui fondent leur action sur des principes radicaux pour une remise en cause globale du système capitaliste et de tous ses outils d'oppression. Car nous ne pouvons pas combattre pour une société nouvelle avec les armes de l'ancienne, nous ne pourrons pas plus la faire vivre en laissant intacts des pans entiers de son appareil idéologique.

Le patriarcat en est un exemple à la fois historique et idéologique à propos duquel il faut bien s'interroger sur les revendications féministes qui en appellent à l'État pour légiférer sur le sort des femmes, femmes victimes de par leur destinée biologique ! L'affirmation révolutionnaire et anarchiste concerne aussi les femmes pour ne pas se laisser enfermer dans une assignation de genre culturellement construite.

Un autre principe nous tient à cœur, c'est celui de l'action directe. Formellement on comprend aisément que cela signifie d'être soi-même en lutte, être concerné.e et en action. Sur le fond il faut dire que nous ne nous posons pas comme avant-garde éclairée, c'est pourquoi nous ne parlons pas au nom des autres – ce qui serait leur prendre littéralement la parole.

La lutte contre le capitalisme et ses satellites socio-économiques et idéologiques est bien sûr internationale. Notre implication dans des mouvements de solidarité internationale se construit par des soutiens apportés à celles et ceux qui se battent contre toutes les formes d'oppression de par le monde.

L'organisation de ce forum est totalement autogérée. En face pour l'autre forum, le FSE de Saint-Denis dépense près de 7 millions d'euros ! La liberté n'a pas de prix mais elle a un coût et nous remercions toutes celles et ceux qui s'investissent dans ce forum libertaire.

Notre espoir est que pendant ce forum vous pourrez trouver des outils, des idées et des connaissances pour mener une résistance et la partager avec le plus grand nombre contre ce système qui n'est qu'un choix de société parmi d'autres, ni inéluctable, ni modèle unique d'organisation des sociétés humaines.

Quand l'autruche éternue...

Comme le temps passe !

« Je suis déterminé à faire en sorte que notre pays puisse vivre sereinement les mutations du XXe siècle. » Raffarin.

Commence par celles du XIXe, tu seras moins dépaysé : précarité, misère, semaine de 72 heures, etc. Fais quand même attention car au final, c'est la Commune.

Dégât des eaux

« De l'amour, j'en suis plein. Mais je n'arrive pas à déborder. » Laurent Fabius, poète.

La seule fois où j'ai réussi y'en avait plein la salle de bain. L'amour, c'est bien joli, mais ça bousille les sols carrelés.

D'un Z, qui veut dire Zéro

« Karl Zéro se réserve le droit de prendre toutes mesures à l'encontre des médias qui ont mis, mettent, ou mettraient en cause son honneur ou sa probité. » Signé : Karl Zéro.

Nous voilà prévenus. On avait, de toute façon, aucunement l'intention d'attenter à l'« honneur », à la « probité » de cet immense journaliste, de cette incontournable sommité, à juste titre surnommée l'« Albert Londres de Canal + » ! (Karl, pour le chèque, on fait comme d'hab' ?).

Au clair, le sabre

« La proximimité n'est pas une fin en soi. Le maire doit garder son sabre pour trancher. » Bockel, maire de Mulhouse.

Et son écharpe tricolore pour pendre les gueux haut et court ?

Parce qu'ils se valent bien

« Mais pour un Moulinex, combien de l'Oréal, d'Air Liquide ou de Total ? » Pébereau, patron.

Bin j'sais pas, moi... Faudrait d'abord savoir si tu comptes en valeurs boursières ou en nombre de chômeurs.

Petit, laid et jaloux

« Cet intellectuel rusé, champion du double langage, et qui va, de plateau en plateau de télévision, poser, main sur le cœur, en grand réformateur... » Bernard-Henry Levy, de pop stars.

Non ce n'est pas son propre portrait que Bernard-Henry trace ici. Dégoûté comme il l'est d'avoir été éliminé du pop stars spécial islamistes (son « romanquête » sur David Pearl s'est moins bien vendu que *Mes secrets pour avoir un beau ventre*, de Lorie), Bernard-Henry s'en prend à son principal concurrent, Tariq Ramadan. Ce dernier gagnera-t-il la finale du pop stars spécial pour ou contre le voile ? Vous le saurez en lisant l'*Équipe magazine*.

Fredo Ladrisse.

(sources : France Inter, Libération, le Monde*)*

c'est toute ... la jungle qui s'enrhume

Ça frite chez les Grecs

DURANT LE SOMMET de la présidence grecque de l'Union européenne (20-21 juin, Thessalonique), l'État grec a mis en place un plan de répression démesuré contre les manifestions. La phase finale de cette répression a été l'arrestation de 29 personnes, toutes accusées des mêmes crimes, victimes du même montage judiciaire. Sept d'entre eux restent aujourd'hui emprisonnés, sans avoir eu le moindre jugement, car ils sont considérés comme de dangereux terroristes.

Cette situation n'est pas indépendante des temps que nous vivons, des lois sécuritaires et liberticides qui se multiplient partout. Au cours des réunions de ces États meurtriers, Seattle, Nice, Barcelone, Göteborg, Gênes, le message qu'envoient les gouvernements au mouvement social est le même : soumettez-vous ou nous vous réduirons au silence. Aujourd'hui en Grèce, cinq des sept prisonniers politiques ont commencé une grève de la faim. Celle-ci se poursuit malgré l'attitude de plus en plus brutale et sauvage des forces spéciales de la police, chargées de surveiller les détenus. Nous ne citerons qu'un exemple : l'un d'entre eux est transféré à l'hôpital en raison de la gravité de son état, escorté par une cohorte de jeeps et de policiers masqués, qui au lieu de le faire examiner, l'attachent sur une chaise, le battent et le torturent sous les yeux des médecins.

Les noms des grévistes sont les suivants :

– Suleyman Daruk Kastro, syrien, grève commencée le 21 septembre,
– Simon Chapman, anglais, grève commencée le 5 octobre,
– Carlos M. Martinez, espagnol, grève commencée le 5 octobre,
– Fernando Perez, espagnol, grève commencée le 5 octobre,
– Spiros Tsitsas, grec, grève commencée le 8 octobre.

Le FSL exige

1. L'abandon des charges qui pèsent sur ceux qui ont été arrêtés durant le sommet de Thessalonique.
2. La libération des sept prisonniers et SURTOUT des cinq grévistes de la faim, avant que leur état de santé ne devienne critique.

La solidarité est notre arme.

Le Forum social libertaire

Ode sauvage

L'alter-missionnaire, une position tendance

Les affamés du pouvoir travestissent leurs désirs sous les habits les plus divers et au nom de toutes sortes de sornettes. Attisés par les feux grossissants des médias, les alter-miteux du spectacle gesticulent le temps d'un happening, heureux d'avoir laissé une trace dans la boue des dépêches, des flashes, des mises en scène du cirque journalistique. Quand le tintamarre officiel ne suffit pas, les alter-mythomanes singent la désinformation du pouvoir et se désintègrent lorsque les aficionados se font rares, que la mayonnaise manque d'huile, que les effets de tribune les appellent ailleurs. Reprenant les scories des raisonnements, marxisant sur l'économie, chrétiennant sur le politique, voilà nos alter-mités enforumant le monde, alter-noisant leur ignorance, se gargarisant de solidarité imaginaire avec une populace qui becte sa pitance et apporte régulièrement sa force à sa propre oppression.

Recyclant les bourdieuseries et tiers-mondisteries d'hier, les alter-minus d'aujourd'hui édulcorent leur sauce gauchiste de quelques libertoïdes. Ces marxiens en goguette troquent leur dictature du prolétariat contre une dialectique compassionnelle à l'eau de Bouddha, zen attitude et ying-gang transcendantal.

Le pipeau nouveau trace son plan de carrière jusque dans les ministères et autres onuseries, piaffant à la porte des institutions, heureux du nonosse à ronger que ne manqueront pas de lui jeter les politicards avides de jeunes recrues ignardes ou de vieux briscards retors, tous contorsionnistes. Ils sont de toutes les récupérations présentes et à venir, prêts à marchander leurs ralliements circonstanciés dont les thésards feront leur miel sous la houlette des mandarins des idées et leurs cohortes spiritintinesques.

Des situs aux maos en passant par tous les phalanstères troskos, fumistes en herbe et autres alt-héroïnes, ils connaissent la musique. Au pas de loi, au nom de toutes les espérances-carottes au bout de leur bâton de pèlerin en maraude dans le désenchantement humain, pourvoyeurs de croyances et balivernes de l'action, lèche-culs du pouvoir, serviteurs de toutes les compromissions, les altéro-fatigués seront les premiers à quitter le navire qu'ils auront armé de leurs certitudes éternelles avant de nouveaux engagements plus rémunérateurs pour leurs clans. Il leur faut gonfler les baudruches : peuple, nation, république, démocratie ; entretenir les réflexes pavloftiens de classes, alors que seule devrait compter la motivation personnelle de gripper les rouages de l'absolutisme et l'élaboration d'une individualité fraternelle, d'une solitude sociale.

N'ayez peur, l'État ne sera pas sabordé, trop utile pour ces gauchistes, ces ultragogos, criant haro sur le milieu bourge d'où ils sont majoritairement issus et dont ils se gardent bien de renoncer aux avantages transmis par leur docte famille, version actualisée des séjours en usine des maos ou des prêtres ouvriers, d'autres s'occupant des salons boisés théologie de la libération et sermon sur la liberté d'exploiter.

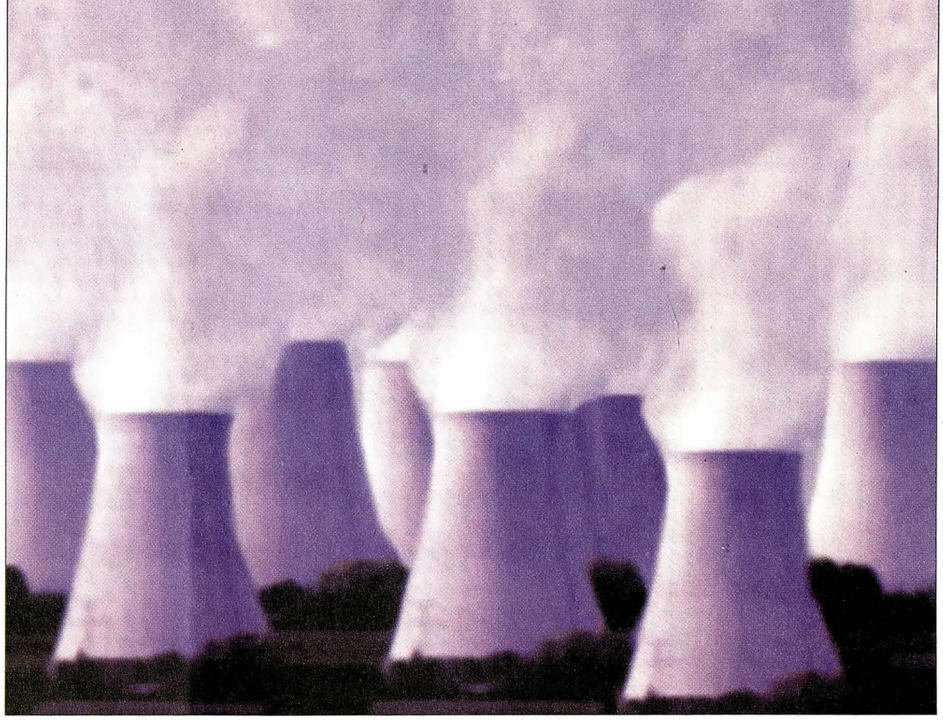
Les curetons de l'alter ont relooké leur bréviaire, en avant pour l'alter-mythologie. Aujourd'hui, ça tisse du lien, ça solidarise, ça développe durable : les raffarinades de l'esbroufe s'essayent à la gestion citoyenne, l'exploitation soft, dans les règles, dans la loi à l'aide d'une démo bien crate affabulée de la potiche populaire ou directe pour embellir cette crasse aliénation politique des atours d'une nouvelle lune, vieille comme l'histoire des gourrevernances...

Ah, point d'individu, que des masses malléables, référendumables, électoralisantes, bien aveugles et bien au chaud au cœur du troupeau dont les nouveaux abattoirs dressés par toute cette mélasse d'apprentis exploiteurs de la gauche à la droite, y compris leurs extrêmes et ultra respectifs, oui, ces nouveaux abattoirs seront immanquablement dénoncés dans dix ou vingt ans comme d'abominables chimères, comme ce jour les ex-maos, gaucheprole et 68tards ayant remisé au placard leurs sanglantes croyances viennent jouer du biniou solidaire, de l'abrutissement citoyen et de l'alter-confusion.

Que de charniers journaliers cachés des sensibilités télétoonesques, que d'hypocrisie dans tout trotskisme, léninifiant ou non, ils se la jouent martyrs et vierges, empoignant les oripeaux libertaires pour mieux les crever.

Mais reste, l'anarchie des sans-grade, des vagabonds de l'esprit, des sans-patrie qui recherchent, supputent, tâtonnent, connaissent, transmetttent, chacun l'histoire de l'infamie et refusent la soumission volontaire par affirmation d'un moi fondé sur rien.

Jean-Denis
FA, liaison Bas-Rhin



L'EPR avenir ou crépuscule du nucléaire ?

Le nouveau joujou atomique du gouvernement n'est paut-être pas la solution miracle annoncée. Son développement confirme l'engagement de la France dans le tout-nucléaire.

Nicole Fontaine, ministre déléguée à l'Industrie, vient de nous rappeler – à juste titre – qu'elle existait. Elle a en effet présenté à la presse, le 7 novembre, un Livre blanc, sorte d'avant-projet d'une loi sur les énergies. Les débats sur l'énergie prennent une dimension de plus en plus imposante en France.

Cette année, le gouvernement avait mis en place une consultation nationale sur les énergies, vaste opération de propagande. Le mois de décembre verra un débat parlementaire sur la privatisation d'EDF et de GDF. En arrière-plan de tout cela, on trouve les directives européennes en matière de développement des énergies renouvelables (la France accuse un retard sérieux), le renouvellement du parc électronucléaire français et le devenir du service public d'énergies. De quoi s'inquiéter, globalement. Dans son Livre blanc, le gouvernement suit docilement les contraintes européennes en s'engageant sur un développement des énergies renouvelables : crédit d'impôts pour des chauffe-eau solaires, taxes réduites pour les travaux d'isolation, déblocages de fonds pour développer géothermie, solaire et éolienne… Rien ne manque à la panoplie des boy-scouts de Raffarin. Surtout pas le volet nucléaire. En 2020, le parc électronucléaire français (58 réacteurs, 19 centrales) devra être renouvelé. Il produit 78 % de l'énergie électrique (contre 12 % par les énergies renouvelables). Et un nouveau type de réacteur, prototype européen, pourrait devenir le remplaçant de l'avenir.

L'EPR (réacteur à eau pressurisée), de fabrication franco-allemande, semble en effet emporter l'adhésion du gouvernement. Moins cher, plus sûr, et optimisant son utilisation du combustible, il serait, en plus, d'une longévité plus importante que ses prédécesseurs. Il intéresse aussi déjà certains pays comme la Suède. Et il répond aussi aux souhaits du Commissariat européen à l'énergie pour qui la France, en matière de lutte contre la production des gaz à effets de serre et d'indépendance énergétique, est le bon élève.

Pourtant, ce nouveau joujou continuera, comme les réacteurs actuels, à générer des déchets nucléaires et des pollutions liquides ou gazeuses, à être potentiellement très dangereux pour très longtemps (incidents, accidents, terrorisme, catastrophes naturelles, etc.), à concentrer sur lui les efforts et les crédits de recherche au détriment d'énergies renouvelables, à s'entourer d'un voile de mystère pour que jamais les populations ne soient consultées (transports de déchets dans nos communes, quel type d'énergies et pourquoi, etc.) ni que les conditions de sécurité des travailleuses et travailleurs précaires (intérim) de cette filière ne soient forcément améliorées… Quoi d'étonnant à cela ? L'appropriation par des structures privées ou publiques (État, Areva, Cogema, EDF, etc.) de notre avenir est une constance dans le domaine du nucléaire, et depuis longtemps. Ce cercle infernal n'est donc pas prêt d'être rompu. Même si on considère que si l'EPR n'est pas adopté ce serait la fin du nucléaire en France, faute de relève. Mais à quoi bon rêver ?

N'en déplaise aux écologistes dociles pour qui l'avant-projet de la loi sur les énergies permet « d'imaginer un avenir sans nucléaire », la lutte contre le nucléaire reste plus que jamais d'actualité. Ce ne sont pas ces quelques concessions aimables qui nous feront croire en un avenir débarrassé du mensonge scientiste et productiviste qu'est le nucléaire.

En cela, la manifestation du 17 janvier à Paris, initiée par le réseau national Sortir du nucléaire, peut être un bon test de la mobilisation, nous verrons alors qui est rassuré par ce gouvernement. En tout cas pas la Fédération anarchiste qui a déjà décidé de faire partie des opposants à l'EPR et au nucléaire qui défileront dans la capitale. Il faudra sans doute veiller aux velléités de ceux et celles qui, aveuglés par l'objectif à atteindre, ne reculeraient pas devant une sollicitation des nucléocrates de gauche, hier au gouvernement et aujourd'hui très intéressés à mêler leurs voix aux protestataires. Ni rose ni vert ; nucléaire, basta !

Daniel
groupe Gard-Vaucluse

Bordeaux reste fidèle à sa tradition des rafles

Ce coup-ci, ce sont des Bulgares qui en ont fait les frais.

COMME L'AN DERNIER à peu près à la même époque, dans la nuit du dimanche 26 octobre au lundi 27 octobre 2003 à 6h30 du matin quarante-cinq Bulgares qui campaient sur un terrain vague de Bordeaux ont été raflés et mis en garde à vue. Quatorze d'entre eux/elles (cinq femmes et neuf hommes) ont été gardés et placés en centre de rétention.

La préfecture a, dès le lundi 27 octobre, prononcé des Arrêtés préfectoraux de reconduite à la frontière (APRF), tandis que la rétention était prolongée jusqu'au vendredi 31 octobre.

À 18 heures ce vendredi ils/elles sont donc sorti.e.s libres mais avec des APRF maintenus, que la Préfecture avait déjà commencé à préparer (les billets d'avion étaient retenus pour le samedi 1er novembre et dimanche 2 novembre).

Au service de lois racistes ?

Les deux passages au tribunal ont révélé la logique de la justice qui veut pouvoir à tous moments expulser ceux/celles qu'elle juge indésirables du territoire français, qu'ils/elles soient avec ou sans papier. Ils/elles sont en France depuis moins de trois mois, ont de l'argent et même sont entré.e.s régulièrement en France. Ils/elles répondent donc aux conditions de séjour de la convention de Schengen. Alors pourquoi cet acharnement y compris en se plaçant dans l'illégalité ?

Tous les Bulgares insistaient pour rentrer volontairement par leurs propres moyens. Mais la justice voulait obtenir un retour forcé parce qu'un tel retour signifie qu'ils/elles seront signalé.e.s aux autorités bulgares donc interdit.e.s de sortie du territoire bulgare à l'avenir (par une pastille noire sur leur passeport). L'objectif du gouvernement français est de rendre ces allers retours en France de plus en plus difficiles et de fragiliser ces populations.

Le but n'est pas le renvoi tout court de tous les étranger.e.s qui travaillent en France sans être déclaré.e.s mais plutôt de les maintenir dans la clandestinité comme main d'œuvre corvéable à merci. On voit là la contradiction à laquelle est confronté le gouvernement : d'un côté, répondre à sa logique sécuritaire et raciste, de l'autre, satisfaire aux pressions des secteurs économiques qui exploitent la main d'œuvre clandestine.

Les témoignages de ces treize Bulgares en disent long sur leurs conditions de vie. Point commun à ces 13 personnes : toutes sont bulgares d'origine rom donc discriminées c'est à dire exclues du marché du travail depuis 1990 et sans aide. Beaucoup travaillent en Yougoslavie, d'où leur insistance pour pouvoir repartir volontairement en Bulgarie.

Libéré.e.s mais expulsables

En sortant du tribunal onze Bulgares sont allé.e.s au centre de rétention chercher leurs affaires (deux autres étaient partis après le résultat). Le comité de soutien aux sans-papiers (présent au procès toute la journée) les a accompagné.e.s.

Le grand commissaire de l'hôtel de police est venu dire, visiblement très amusé, qu'ils/elles étaient libres mais que l'APRF courait toujours. Le comité a été reçu par la Police de l'Air et des Frontières (Paf) et là, gros problème : la Paf leur remettait leurs convocations pour le lendemain ou l'après-lendemain. Le commissaire a expliqué que les passeports seraient remis au commandant de bord pendant le vol vers Sofia.

Ensuite, le comité a pris en charge le groupe et trois membres du comité militant.e.s de l'Athénée libertaire (dont deux de la Fédération anarchiste) ont proposé de les héberger à l'Athénée libertaire. Ils/elles ont réalisé qu'ils/elles étaient piégé.e.s. Ils/elles ne souhaitaient pas repartir dans la nature à Bordeaux avec le risque d'être à nouveau arrêté.e.s et remis en centre de rétention. Ils/elles ont donc décidé de prendre l'avion. Nous les avons logé.e.s tant bien que mal dans la grande salle.

Le lendemain à 4 heures du matin une première équipe a conduit quatre d'entre eux à l'aéroport, puis à nouveau trois à 12h30 et enfin quatre dimanche matin à 4 heures. Les vols étaient réservés sur Air France et Lufthansa. Lors du dernier trajet les flics ont remercié l'accompagnateur du comité en lui disant qu'il y en aurait d'autres prochainement (effectivement, dans la nuit du 9 novembre, dix-sept Bulgares ont été raflé.e.s, six placé.e.s en rétention pour expulsion) !

Limites de la défense juridique...

Le résultat était couru d'avance : on sait que le Tribunal administratif de Bordeaux ne casse presque jamais les APRF. D'un point de vue juridique la Paf avait donc le droit de retenir leur passeport puisqu'ils/elles avaient un APRF. Seul un rapport de force aurait permis d'obtenir qu'on leur rende leurs passeports. Dans ce cas là, le résultat du TGI l'après midi qui les laissait libres leur aurait laissé la possibilité de ne pas se rendre aux convocations à l'aéroport. Cela montre les limites d'une logique strictement juridique. Il faut avoir en tête la situation politique et la notion de rapport de force.

Les avocat.e.s ont un rôle limité du fait que les lois permettent aujourd'hui d'expulser très facilement alors quand le rapport de force n'est pas là pour prolonger le juridique il faut s'attendre au pire. Que pouvait faire le comité de soutien une fois que le TA avait confirmé les APRF ? Les Bulgares n'étaient pas un groupe en mouvement, ce qui importait pour eux/elles était de pouvoir récupérer leur passeports.

... et du travail de soutien

Le comité de soutien s'est retrouvé dans une situation intenable : il a dû accompagner les bulgares vers leur expulsion. Objectivement, il s'est retrouvé dans la situation de faire le boulot des flics. C'est à dire parquer les expulsables et les amener à l'aéroport.

Les associations caritatives présentes dans les campements bulgares se sont bien gardées de venir les soutenir le jour du procès. Paradoxe : le comité de soutien qui lutte pour la défense des « sans-papiers » (rappelons que les bulgares étaient en situation régulière) sur des principes politiques (lutte collective, pas de cas par cas, respect de l'autodétermination des collectifs de lutte, opposition aux expulsions, etc.) s'est retrouvé à faire le travail humanitaire à la place des associations qui ont brillé par leur absence.

En l'absence de logique de lutte, l'activité de soutien devient pratiquement automatiquement humanitaire. Et l'humanitaire sans logique de lutte amène rapidement vers la cogestion du système répressif. Humainement on ne pouvait pas faire autrement que de respecter leur choix et de les aider dans le cadre de nos possibilités, politiquement le résultat est bien évidemment désastreux.

Muriel

groupe Emma-Goldman, FA Bordeaux

Le texte qui suit est une contribution – une dernière ! – au débat ouvert par le groupe La Sociale, à propos du mouvement du printemps dernier et des perspectives syndicales.

encore une louche !

Ramon

La CGT a été fort critiquée dans *le Monde libertaire*. Mais les reproches la concernant ont surtout porté sur la bureaucratie confédérale (avec en ligne de mire Bernard Thibault, son secrétaire général) et ses stratégies ambiguës.

Alors que sur le terrain, certains syndicats de base portaient des slogans assez intéressants (37,5 annuités pour tous, grève générale reconductible, de l'argent il y en a chez les patrons, ça va péter, etc.), souvent sympathiques aux anarchosyndicalistes et libertaires, les directions confédérales, quant à elles, n'étaient pas du tout sur la même longueur d'onde. Évidemment, les syndicalistes « alternatifs » ont beaucoup commenté cela. Mais nous savons aussi que c'est déjà au sein même de la CGT que les gueulantes ont été les plus fortes, en interne comme en public[1].

La presse libertaire, s'est faite l'écho de cela et a livré ses analyses dû pourquoi et du comment. Aurait-elle du se censurer sous prétexte de ne pas diviser le salariat ?

Pourquoi était-il si important de commenter et critiquer l'attitude de la CGT, alors que finalement la CFDT et la CGC en auraient beaucoup moins pris pour leur grade ? À tort ou a raison, les différents acteurs et observateurs des mouvements sociaux du printemps ont considéré que la CGT, à elle seule, possédait la clé du rapport de force.

À tort, on s'est sûrement fait beaucoup trop d'illusions sur les « capacités d'entraînement » de l'appareil cégétiste. À ce sujet, on ne saurait trop recommander de se reporter à l'excellent article « Variations sur une protestation avortée » de Freddy Gomez[2]. Avec raison, car si la CGT (dans son ensemble) s'était

donnée corps et âme à faire triompher et à organiser ce mouvement, on peut légitimement penser qu'elle aurait réussi à entraîner dans son sillage des pans plus que significatifs du salariat vers un réel rapport de force (n'en déplaise à Freddy Gomez). Ainsi, les impressionnants cortèges cégétistes que nous avons pu observer ici et là semblent confirmer de telles impressions.

Par ailleurs, on peut se référer aux mouvements de 1995, et se rappeler les brillantes envolées lyriques de Marc Blondel, secrétaire général de FO, appelant à corps et à cri à développer et à continuer le combat jusqu'à ce que le projet de réforme de la Sécu soit définitivement retiré, sans aucune autre condition. On se souvient que si Blondel s'est autant mouillé, c'est surtout parce qu'avec cette loi son organisation avait beaucoup à perdre dans la cogestion de la Sécurité sociale. On se souvient aussi qu'à l'époque, la CFDT avait déjà « trahi » (outre sa stratégie de « force d'accompagnement », elle récupérait les pions perdus par FO à la Sécu) et que la bureaucratie cégétiste avait le cul entre deux chaises : d'un côté sa base de grévistes (notamment chez les cheminots) et de l'autre côté ses scrupules par rapport à sa nouvelle copine – la CFDT – de la Confédération européenne des syndicats. Néanmoins, l'attitude de Blondel a contribué à rassurer les frondeurs cédétistes, à maintenir les lutteurs de la CGT, et au final, d'obtenir un peu d'extension au mouvement. En fin de compte, le projet de loi fut retiré. On peut s'affliger de tels phénomènes panurgiques, mais ils apparaissent quelquefois comme des réalités (une partie importante des grévistes de tous poils était d'ailleurs bien consciente des enjeux interorganisationnels et plus bassement « matériels » qui se jouaient sur ce coup). On peut être désolé que Thibault ne se soit pas trop mouillé au printemps dernier, en vertu des mêmes effets.

D'où proviendraient les critiques ?

D'une part, certainement, de la frustration de voir ceux qui semblaient posséder la force ne pas simplement essayer. D'autre part, d'une naïve volonté de vouloir déniaiser tous ceux et celles qui comptaient sur les motivations réelles de la CGT, une partie de ses adhérents, de ses militants, et de tous les autres en dehors. Il n'est pas inutile de rappeler ce qui ne constitue pas un fantasme : lors de son dernier congrès, en mars 2003, la CGT avait abandonné la revendication des 37,5 annuités pour tous ; depuis 2001, la CGT cogère avec d'autres organisations représentatives les fonds d'épargne salariaux, l'une des pièces concrètes du pont qui conduit tout droit aux retraites par capitalisations ; depuis son adhésion à la CES, en 1995, la CGT montre qu'elle a choisi d'assumer son « engagement ».

Il se trouve que la pseudo trahison de la CFDT – et de la CGC – n'a surpris que les idiots qui se faisaient des illusions sur sa bonne volonté. Tiens, tiens… Il y a belle lurette que les milieux libertaires ont intégré le rôle de la CFDT, et c'est en quasi continu qu'ils s'obstinent à le dénoncer et à l'expliquer. C'est pourquoi au lendemain du 15 mai on a surtout entendu dans leurs rangs des commentaires cyniques, des éclats d'hilarité et des « vous voyez, c'est bien comme on disait ».

Plus de 30 ans d'expérience

Le constat est posé, le paysage syndical français est sinistré. Les dernières décennies ont été marquées par une longue suite de combats perdus, et encore faudrait-il se souvenir de ceux qui auraient été gagnés. Quels syndicats assument-ils la conclusion de Mai 68, avec tout ce que cela veut dire, en particulier les accords de Grenelle ? Quelles conquêtes peuvent-ils revendiquer ? Quels droits ont-ils réussi à défendre ? À quoi ça sert, les syndicats ? Est-ce que ça sert à demander (poliment) aux gens d'arrêter de faire « la sociale » et de reprendre le travail dans les usines modernes qu'ils cogèrent avec les patrons ? Et depuis ces temps jadis, combien d'autres couleuvres ont-ils réussi à faire avaler au prolétariat ? Combien de « trahisons » ?

Les trente-cinq dernières années de luttes sociales démontrent clairement les dégâts du syndicalisme réformiste et corporatiste. Ça suffit ! Certes, la CGT n'est pas la seule responsable d'un tel désastre, mais quand même, en ce qui la concerne elle et elle seule…

Qui s'étonnera alors de l'atomisation du prolétariat ? Un petit sondage auprès des salariés pourrait bien nous révéler qu'ils se méfient des syndicats, tous les syndicats, car ceux-ci semblent beaucoup plus attachés à leurs intérêts propres qu'à ceux des travailleurs. Mais des fois, un syndicat c'est bien utile, comme une mutuelle ou une assurance, qui sait ce qui pourrait advenir ?

On en arrive donc au printemps 2003, avec toutes les autres raisons que nous explique le collectif La Sociale, à un rapport de force défavorable, malgré quelques manifestations monstrueuses et un courant de sympathie rarement égalé dans l'opinion publique.

C'est chaque fois pareil. La pieuse unité syndicale, à laquelle on aime se référer pour (se) convaincre de ses bonnes intentions, mais que jamais personne ne pratique, est l'argument récurent du cégétiste basique pour expliquer tout et n'importe quoi.

L'unité. Laquelle d'ailleurs ? L'unité avec les camarades qui négocient pour nous sans jamais nous demander notre avis ? L'unité avec les autres camarades qui sont au gouvernement lorsque la gauche est au pouvoir ou avec ceux qui nous « sauvent » du fascisme actuellement ? L'unité avec des centrales qui se font l'habitude de « trahir » (CFDT, CGC, CFTC) ou d'autres qui ne veulent pas entendre parler d'unité (FO) ? L'unité, la belle panacée que les syndicats alternatifs se font un malin plaisir à briser en posant des pièges sournois à la CGT. L'unité suivant toutes les volontés de l'innocente CGT.

Ô sainte CGT, tu parviendras bien à nous faire pleurer. Pourquoi jamais l'unité avec ceux qui sont en lutte face à leurs exploiteurs ?

Était-il crédible d'appeler à la grève générale ? Non, surtout lorsque soi-même on est lié par des intérêts, surtout lorsqu'on en a peur parce qu'elle deviendrait incontrôlable. C'est une simple question de pragmatisme, n'est-ce pas ? Ceux qui attendaient que Thibault lève le point, criant sus à l'ennemi de classe, et se ruant au combat, sont vraiment trop bêtes.

Le 13 mai, les cheminots, tant attendus et si précieux pour le rapport de force, s'engagent dans la grève. Dans les villes, les cortèges des manifs sont monstrueux. Le 14, les cheminots sont invités à retourner au travail, pour ne pas nuire à la stratégie des temps forts. Le 15, la CFDT joue la soupape. À partir du 16, dans les villes, les cortèges ne maigrissent point, bien au contraire, jusqu'à la fin (la veille du Bac). La CGT est de plus en plus impressionnante dans les rues. FO mobilise à plein bal. Les Unsa, SUD, FSU, etc. affichent un dynamisme étonnant. Les cédétistes rebelles, loin d'être ridicules en nombre, arborent fièrement leurs banderoles. Le 25, un beau dimanche, à Paris, en province, les foules sont toujours dans la rue plutôt qu'à la campagne ou au bord de l'eau. Le 10 juin, contre toute attente, ça continue, le pouvoir prend peur, ça fritte, ça arrête, à Paris, à Calais, à Lorient.

Le 12 juin, c'est le bac : rentrez chez vous, vous avez échoué votre examen d'émancipation ! Consolez-vous, la CGT vous consulte : « Que pensez-vous de la réforme des retraites ? ».

En ces temps là, l'unité syndicale fut largement dépassée et ce qui fit surtout défaut : un peu de culot, de tactique et de rapport de force économique, toutes choses du ressort des syndicats.

D'un rêve d'autonomie

Certes, les AG interprofessionnelles sont des cibles faciles pour les noyauteurs de tous poils. Néanmoins, pour les personnels en luttes, syndiqués ou pas, elles se sont souvent imposées comme des nécessités afin de : vaincre les isolements respectifs ; rompre l'immobilisme chronique des centrales syndicales ; d'obtenir une autonomie de lutte ; afin d'engager une dynamique interprofessionnelle et développer l'extension du mouvement.

Les résultats ont été plus ou moins limités. Souvent, on a pu constater que les AG étaient sous contrôle. Les vieux briscards du gauchisme ou du syndicalisme ne comptaient pas se laisser déborder. Quant aux intersyndicales, le contrôle était latent au sein même des organisations qui les composaient.

Mais ponctuellement, ici ou là, des points positifs ont pu être relevés. Comme dans la région lyonnaise, où plusieurs collectifs Éducation se sont montés par secteurs géographiques. La CNT y était présente, et a contribué à développer des initiatives intéressantes, reliant les collectifs avec les habitants du quartier (notamment à Vaulx-en-Velin). Toujours dans cette région, la CNT était dans l'intersyndicale et a pu un tant soit peu y peser. Une analyse plus détaillée de cette expérience mériterait d'être exposée par les camarades lyonnais. Néanmoins, la bataille de l'autonomie est loin d'être gagnée, à nous d'y travailler pour l'avenir.

Éviter les conclusions prématurées

Bien sûr, il arrive souvent que les libertaires utilisent les mêmes mots que les gauchistes de toutes sortes. Ils se retrouvent d'ailleurs fréquemment sur les mêmes terrains et portent des revendications qui semblent aller dans le même sens : liberté, égalité, solidarité, partage des richesses, du travail, etc. C'est ce qui a pu arriver concernant les AG.

Ce qui nous différencie essentiellement, outre le discours de fond qui n'intéresse pratiquement personne, c'est nos pratiques, notre éthique, et les perspectives réelles qu'elles offrent. La récente campagne du contre-G8 en a été une démonstration éclatante sur bien des aspects.

Mais il est nécessaire maintenant de démentir une regrettable erreur concernant la CNT[3] : « [...] mais aujourd'hui en France ne reste-t-elle pas qu'un syndicat anarchiste malgré ses récents succès ? » Oh peuchère, ne s'agirait-il pas d'une provocation lancée par nos amis partageux montpelliérains ? Revenons à la base et pour faire simple, disons simplement ceci : L'anarchosyndicalisme et le syndicalisme révolutionnaire sont des outils inventés par les anarchistes. Il est donc logique de trouver de nombreux anarchistes parmi l'ensemble de tous les militants d'une organisation pratiquant l'anarchosyndicalisme et le syndicalisme révolutionnaire, donc à la CNT. Mais, tous les anarchistes français ne sont pas à la CNT. Il y en a à la CGT, SUD, FO, et même à la CFDT, plus d'autres qui sont complètement anti organisationnels. À la CNT, il y a une foule de gens qui ne sont pas du tout anarchistes. C'est d'ailleurs en fonction de nos pratiques anarchosyndicalistes et syndicaliste révolutionnaires que notre implantation se développe avec des perspectives de lutte syndicale concrètes[4].

Il reste beaucoup de chemin à faire pour atteindre l'organisation de masse capable d'en imposer dans les rapports de force de grande échelle, mais petit à petit nous avançons.

Et nous avançons parce que nous construisons la CNT. Pas autrement. Si, en tant qu'anarcho-syndicalistes, nous nous contentions de tenter de peser sur la CGT, FO, CFDT ou autres, de l'intérieur, nous nous verrions vite intégrés à ces organisations et à leurs stratégies d'accompagnement, de proposition et de cogestion. Car c'est l'illusion de tous les gauchistes de penser qu'on peut y arriver ainsi. Tout au plus nos efforts serviraient à nourrir ces grandes pieuvres.

Construire le fameux grand syndicat unique qui serait l'organisation de tous les travailleurs semble une tâche démesurée et illusoire, et, pour peu que « les projets sociétaires, politiques » d'une telle centrale se retrouvent en adéquation avec la sociale démocratie, cela ne servirait strictement à rien. Que l'on s'intéresse par exemple en Allemagne, où il existe un monopole syndical (DGB), qu'est ce que ça change ?

Le « parti du travail », si cher à notre cœur, fait référence à une CGT qui autrefois était un syndicat de lutte et non de cogestion, influencé par les anarchosyndicalistes de l'époque. Aujourd'hui, reprendre une influence significative au sein des organisations de la CES relève carrément du rêve mystique, en particulier au sein d'une organisation qui, au siècle dernier, se défendait d'être la courroie de transmission du parti stalinien, et qui, en ce début de siècle, vient faire la courbette au grand parti de la gauche régnante.

R.

« Le constat est posé, le paysage syndical français est sinistré. Les dernières décennies ont été marquées par une longue suite de combats perdus. »

1. Au sein des syndicats ou en commissions exécutives et dans les cortèges à Marseille, Lyon ou ailleurs.
2. Le *Monde libertaire*, hors série numéro 23.
3. Précisons car c'est fondamental : la CNT Vignoles.
4. Dans le public – le meilleur exemple qui me tient à cœur est chauvin : CHU de Saint-Étienne –, ou dans le privé (lire le *Monde libertaire* ou le *Combat syndicaliste*).

Ramon est militant de la CNT à Saint-Étienne.

D'autres outils pour la lutte féministe

Laissez-moi vous raconter mon expérience militante à Besançon, et en quoi elle nourrit ma refléxion, qui est un complément au texte d'Adeline Guéret (supplément au *Monde libertaire*, n° 1334)

Sur tous les fronts

Au niveau syndical, les femmes militent pour de meilleures conditions de travail, contre les discriminations face à l'embauche, au salaire, etc., contre le harcèlement moral, sexuel. Et si elles sont un tant soit peu libertaires, elles militent pour l'abolition du salariat et du capitalisme. Et, dans ce combat, elles retrouvent leurs compagnons de misère.

Au niveau politique, les femmes se battent contre un système de domination qui les exclut et les exploite. Un système foncièrement patriarcal. En ce sens, le faible pourcentage de femmes présentes dans la vie politicienne est aussi dû au fait que les femmes ne se reconnaissent pas dans ce système de valeurs de domination et de pouvoir (à cela s'ajoute aussi une exclusion souvent plus que symbolique des lieux de pouvoirs). Du coup, les féministes (femmes conscientes de leur oppression et souhaitant lutter contre) doivent faire le constat qu'il leur faut détruire le pouvoir politique et non pas essayer de s'y glisser, de s'y soumettre. Et dans ce combat, elles retrouvent leurs compagnons libertaires.

Le string ou le tablier

Au niveau familial, les femmes se battent pour le partage des tâches quotidiennes, pour le partage de l'éducation des enfants. Pour le plein épanouissement d'une sexualité choisie, égalitaire.

Elles doivent aussi désapprendre leur fonction « maternelle » où la cuisine serait un lieu sacré, les enfants leur propriété et l'intérieur leur univers. Car ce sont les femmes qui éduquent, en majorité, les enfants (garçons et filles) et leur transmettent un certain nombre de valeurs. Certains hommes aussi souhaitent s'occuper des enfants, prendre des congés parentaux, rester à la maison, s'occuper du domaine privé. Et, dans ce combat, elles retrouvent leurs compagnons de route ou de vie.

Au niveau social, les femmes se battent contre la publicité sexiste, nous renvoyant des images et des fonctions primaires (femme sexy et accessible ou mère au foyer, le string ou le tablier).

Elles luttent contre les religieux qui tentent de leur assigner un rôle défini (mère au foyer), de leur imposer une tenue vestimentaire (voile), de leur imposer des activités (pas de piscine, pas de cours de biologie, etc. ou alors sans les garçons), qui reviennent sur la mixité scolaire, qui imposent l'éducation de l'histoire de la religion, qui interdisent l'avortement et la contraception dans nombre de pays.

Elles luttent pour une maîtrise de leur sexualité, de leur corps, contre les diverses lois qui les enferment. Et, dans ce combat, elles retrouvent leurs compagnons d'infortune.

La libération des femmes sera aussi la libération des hommes

Dans tous ces secteurs, les femmes peuvent et s'organisent entre elles. Elles le font facilement dans les milieux ouverts à ce genre de problématique qui leur permet d'apporter de nouvelles réflexions.

D'ailleurs, la plupart des organisations libertaires ou syndicales ont des commissions femmes et, lorsqu'il n'y en a pas, les femmes les créent.

Pourquoi ? Afin d'apporter un éclairage nouveau, spécifique à des revendications collectives. Les femmes de LIP, en 73, avaient aussi des revendications spécifiques face à leurs compagnons de lutte qui monopolisaient l'antenne.

Les femmes de la FA avaient aussi des revendications spécifiques à défendre au sein de l'organisation et plus généralement dans le projet sociétaire qui est le nôtre.

Ces débats et ces combats, menés tant au niveau interne que vers l'extérieur, ont permis, par le débat collectif de forger une identité de féministe anarchiste, une identité féministe syndicaliste. Ils ont nourri la réflexion de tous les compagnons et ont permis à chacun et à chacune d'évoluer sur des sujets de société (contraception, place des femmes, forme du militantisme, etc.)

Reprenant les mots de Bakounine :

« La liberté des autres étend la mienne à l'infini », nous comprenons très bien en quoi la domination de plus de la moitié de l'humanité (les femmes) est une entrave à la liberté de tous.

Cette lutte en ce qu'elle touche intimement à chacun d'entre nous est d'autant plus importante. Elle permet le développement d'une éthique de vie, notre éthique anarchiste, puisque le mouvement féministe a toujours trouvé des résonances dans les milieux anars, en particulier individualistes.

Agir autrement

Les femmes ne se reconnaissent pas dans les structures politiques de pouvoir. À Besançon, mais ailleurs aussi, la façon de militer des groupes femmes est totalement différentes de celles des groupes politiques classiques : rebaptisation de rues par des noms de femmes, manifestations de nuit, solidarité internationale directe envers des groupes de femmes (Yougoslavie, Algérie, etc.), présence de stands sur les marchés populaires sous forme de « Troc pour un monde meilleur » (un objet contre une idée pour améliorer ce monde), présence aux fêtes de quartier avec des jeux de « chamboule tout », manifestations diverses, etc. Ces actions, menées seules ou avec les groupes militants, nourrissent notre militantisme et créent des ponts entre nos divers milieux.

Depuis le début de l'année, une association féministe gay/lesbienne a adhéré au projet de local associatif que quelques copains et copines du groupe Proudhon de la FA ont monté avec d'autres individus, au sein d'un Réseau d'échange de savoirs, avec la CNT, Aarg, Charivari. Cette arrivée a tout de suite donné une couleur nouvelle au local et au fonctionnement général.

Les féministes ont tout à y gagner à venir militer dans des structures ouvertes, défendant un projet de société global, égalitaire et libertaire. Ces groupes, lieux privilégiés de la militance, leur apporteront le soutien et l'aide nécessaire aux combats à mener contre les religieux et les exploiteurs de tout poil.

Pour terminer, je reprendrai la dernière motion de congrès de la FA :

« Afin de reprendre l'offensive sur le sujet, il convient d'agir selon deux axes :

– Sur le plan social : s'attaquer aux fondement du patriarcat et à sa matérialisation, le sexisme, de manière collective et organisée. [...]

– Assurer la place de femmes et des féministes au sein des organisations dans lesquelles nous sommes investis. [...]

En tant que femmes et hommes militant à la Fédération anarchiste, nous savons que nous ne nous situons pas en dehors des rapports de domination qui structurent cette société, même si nous aspirons à en sortir afin de réaliser la liberté réelle et l'égalité politique, économique et sociale. Nous devons donc nous donner les moyens de les déconstruire au niveau individuel et de les abolir au niveau collectif, par l'action individuelle et la lutte sociale, qui sont complémentaires et ne sont en rien contradictoires. »

Fred
groupe Proudhon

Argentine
les expériences autogestionnaires

Horizontaux et autogestionnaires, les MTD (Mouvements de travailleurs sans emploi) de la coordination Anibal-Veron, en plus de lutter pour leurs droits, développent des projets de production et du travail qui rompent avec la logique capitaliste et développent, lentement, de nouvelles relations humaines.

Après les répressions, les persécutions et les morts, après l'usure du temps, le projet perdure. Porté par la conviction de générer de nouvelles formes de relations humaines et de production non basées dans le travail pour un patron, mais dans la tâche autogestionnaire entre compagnons[1]. C'est bien de cela dont il s'agit dans les projets productifs portés par les mouvements de travailleurs sans emploi regroupés dans la coordination Anibal-Veron. Ils remettent en cause dans les faits la séparation entre travail qualifié et travail non qualifié : la répartition des ressources est égalitaire quelles que soient les fonctions des individus. Ce sont des groupes de femmes et d'hommes qui dirent « basta » à la logique du capitaliste qui accumule ses richesses sur l'exploitation de milliers ; elles et ils commencèrent à inverser un processus séculaire. Lentement, elles et ils se réapproprièrent l'usage et la propriété des moyens de production.

Au commencement

Au milieu de rires, de mates (infusion d'herbe typique d'Argentine et d'Uruguay) et d'échanges d'opinions, ces personnes issues de la diaspora générée par l'expulsion massive de travailleurs de l'économie formelle, commencèrent à emprunter un chemin absolument différent de celui qu'elles connaissaient jusqu'alors. Dans la briqueterie du MTD de Lanus, quartier de La Fe (banlieue de Buenos Aires), six hommes tentent de sortir de l'aliénation que génère le fait d'être un simple producteur de biens : Pepe maintenant ne travaille

Cet article est extrait de *Proyectos 19/20*, n° 4, mai-juin 2003 (traduction de F. G., assisté de C. L., santelmo@no-log.org).

plus dans une fabrique de fertilisants, El Pelado ne vendra plus de soda ni ne collectera plus d'ordures pour une entreprise, Juan ne sera plus employé d'une poste privée. « Je ne sais pas si je retournerai travailler pour un patron, dit Pepe, avant je travaillais bien mais je vivais dans la misère. Je crois que c'est cela le vrai travail, ici, nous nous accomplissons pleinement. » Comment soutenir les projets dans la durée? Comment les faire grandir? « Nous ne savons pas encore quel niveau de production nous pouvons atteindre, mais l'idée est de commercialiser une partie à l'extérieur pour parvenir à vendre meilleur marché dans le quartier et que tous les habitants puissent améliorer leurs maisons », répond El Pelado. D'après Juan, il est probable que rapidement les quatre heures quotidiennes qu'ils accomplissent actuellement ne seront plus suffisantes, parce que parfois ils doivent venir la nuit contrôler l'humidité des briques. Pepe, quant à lui, mise beaucoup sur un cours sur l'organisation qu'ils vont commencer: « C'est pour bien maîtriser le thèmes des nombres et leur démontrer que nous sommes capables de vivre sans les 150 pesos des plans. »[2]

S'investir dans une tâche dont on ne connaît rien et sans patron est loin d'être évident. Pratiquement, tous les membres du projet ont un an de travail en commun. « J'ai commencé à partir de l'assassinat de Dario Santillan. J'étais déjà dans le mouvement mais cela m'a fait venir ici, raconte Pepe. J'ai appris de zéro. Au début, c'était assez dur. Les briques n'avaient pas la résistance suffisante, nous avons demandé de l'aide à l'assemblée de Rocanegra (endroit où se réunissent les MTD de la coordination Anibal-Veron) et elle nous a mis en contact avec un ingénieur qui nous a conseillé sur les matériaux. Nous avons alors commencé à utiliser du sable de carrière et maintenant nous parvenons à la qualité que nous voulions. »

Ici et maintenant

Au MTD de Esteban-Echevarria, formé par les quartiers Montana, El Jagüel, Guillon, Las Colinas et Malvinas (banlieue de Buenos Aires) se développent différents projets tels que l'aide scolaire, la cantine populaire, des ateliers de tissage, de couture, de confection de vêtements, une bibliothèque, des potagers communautaires, des boulangeries mais aussi des ateliers contre les violences familiales. « Les projets productifs se décident lors les assemblées hebdomadaires du quartier. Quelques habitants font des propositions et, si nous voyons tous ensemble que ces projets peuvent fonctionner, on voit qui veut y participer et, à partir de là, on commence à les penser », expliquent Gloria (de Malvinas), Monica (d'El Jagüel) et Paola (de Montana).

« La boulangerie de Malvinas est née des besoins des membres du MTD, elle produit du pain bon marché pour le quartier et pour les compagnons, raconte Gloria. Ce qu'on en tire sert à fournir la cantine populaire; s'il reste quelque chose, on arrange la maison dans laquelle nous nous trouvons, on le donne à un compagnon qui est dans le besoin ou nous l'utilisons pour acheter quelques médicaments. » Avant d'intégrer El Jagüel, Monica travaillait dans un restaurant communautaire. Maintenant, elle cherche à étendre le mouvement: « Nous voulons intégrer plus de gens, nous voulons un changement social, ce qui se passe, c'est que beaucoup ne nous font pas confiance, pensant que nous sommes des punteros.[3] Il faut être présent et voir qu'il n'y a pas de patron, qu'il n'y a pas de délégué ; ici, nous travaillons tous ensemble. » Paola, qui est arrivée à Montana il y a un an, dit que « cela a un coût de changer, de comprendre et de croire que nous sommes tous égaux et que nous avons une responsabilité: que personne ne doit diriger, que nous devons nous engager et nous prendre en charge. Par chance, depuis peu, les gens s'approchent pour demander qu'est-ce que c'est que ça les MTD et voir si ils peuvent s'intégrer ».

À El Jagüel fonctionne une cantine populaire qui du lundi au vendredi sert un petit déjeuner, un déjeuner et un dîner à 28 enfants, se fournissant avec des aliments que donnent des commerçants, des sacs de nourriture qu'ils exigent du gouvernement, des produits de leurs boulangeries et des légumes de leurs potagers. « Nous nous occupons de la cantine, nous les femmes, mais quand il faut couper le pont[4], les papas maintenant savent qu'ils doivent s'en occuper. Les enfants ne peuvent rester sans manger. » Gloria ajoute: « Ceci est un des effets de changement du mouvement: une lutte pour leurs enfants, et ils voient ce dont il s'agit; parce que si nous nous rassemblons, nous qui sommes mal, et luttons, nous pouvons changer les choses. Cela t'aide à continuer. » Dans les projets productifs de la Veron on laisse de côté l'individualisme, on renforce l'horizontalité, l'autogestion; malgré les obstacles, on coopère solidairement, avec des compagnons qui discutent et portent le processus productif sans le besoin d'un patron.

Apprendre en marchant

Vivre le quotidien, mais penser le moyen et long terme. Créer une conscience de liberté, un travail en commun, un partage égalitaire et de la solidarité, construire de nouvelles relations sociales qui puissent porter les projets dans le temps. Cela s'observe entre autres dans le potager et la ferme de Rocanegra dont s'occupent des membres des MTD de Lanus et Solano. « Ce qui est produit dans cette ferme doit être sain, c'est la nourriture de nos enfants et celle des enfants des compagnons, de la même manière qu'on ne peut pas donner n'importe quoi aux poules et aux lapins. Il faut produire de manière saine, nous devons élever des lombrics, produire du fourrage, utiliser des graines saines », propose dans l'assemblée un militant de Solano. Fruit de ce projet, les onze cantines communautaires des MTD de ces deux quartiers sont approvisionnées en

En marge

Ce court texte est une note d'une lettre d'Argentine trouvée sur le site Mondialiste.org
« Ce n'est pas par des spéculations sur la possibilité ou l'impossibilité d'une révolution sociale à venir que les piqueteros ont organisé les conditions de leur lutte contre le capitalisme; on peut toujours, dans l'abstraction logique d'une analyse sans conséquences pratiques, en prédire avec la même rigueur la défaite ou le succès. Ce que celle-ci devrait tout au moins nous apprendre, c'est que l'action autonome du prolétariat n'est pas décidée ni propagée à volonté par un parti, même si certains essaient bien sûr de faire marcher la classe ouvrière pour leurs propres intérêts, et que toute lutte est un phénomène historique se produisant à un moment donné par la nécessité des conditions sociales. »
Si vous voulez en savoir plus sur les événements et les expériences argentines, vous trouverez une excellente brochure, *Argentine, de la paupérisation à l'autonomie*, par le groupe Échanges et le mouvement. Disponible également sur le site http://Mondialiste.org ou par correspondance à: Échanges, BP 241, 75866 Paris cedex 18.

légumes, œufs et bientôt en lapins dont la viande sera servie deux fois par semaine dans chaque cantine.

Là se trouve ce qui dérange le pouvoir : la capacité d'expérimentation de travailleurs qui avaient été rejetés par le capital, la possibilité de vivre leurs vies sans représentants qui leur disent quoi, comment, combien et quand produire. Et ainsi l'explique Pablo du MTD de Lanus : « La participation nous impose une rupture avec l'individualisme que promeut le sens commun et que conseillent les punteros politiques. Nous voulons démontrer que nous sommes capables de produire sans que personne ne nous dise comment. Ceci pose problème aux patrons. L'exemple que donnent les travailleuses de Brukman [5], ou des projets comme ceux que nous mettons en avant ici, les préoccupent parce que si les compagnons se rendent compte qu'ils peuvent continuer seuls, ils vont commencer à remettre en question la propriété privée à d'autres niveaux. » **P.**

notes

1. Compañeros : j'ai choisi de traduire ce terme par « compagnons », j'aurais aussi pu le traduire par « camarades » (ndt).
2. Planes trabajar o jefes y jefas : « contrats » de 20 heures par semaine payés 150 pesos (300 F) par mois utilisés par les collectivités publiques. Ils furent obtenus grâce à la lutte des piqueteros (chômeurs qui coupent les routes). Les mouvements de piqueteros ont également obtenus la gestion directe d'une partie de ces plans, les bénéficiaires travaillent donc « au service » des mouvements, ce qui d'ailleurs posent quelques problèmes de « clientélisme », surtout dans les mouvements de chômeurs des partis d'extrême gauche (ndt).
3. Punteros : hommes de main du Parti justicialiste (péroniste). Ce parti a développé un clientélisme important, les punteros sont chargés entre autres « d'acheter » des votes, ils sont le maillage d'un véritable système de favoritisme politique que l'on pourrait qualifier de mafieux (à l'image des syndicats d'Al Capone, le principal syndicat argentin, la CGT, est complètement inféodé au péronisme) (ndt).
4. Il s'agit du pont Pueyrredon qui sépare la banlieue de la capitale et que les MTD coupent régulièrement pour leurs exigences, ainsi que tous les 26 des mois pour « jugement et châtiment » des responsables des morts de Dario Santillan et Maxi Kosteki, deux de leurs membres assassinés le 26 juin 2002 sur ce même pont lors d'un piquete (ndt).
5. Fabrique textile de Buenos Aires récupérée par ses ouvrières le 18 décembre 2001. Elles remirent en marche la production de manière autogérée, vécurent deux tentatives d'expulsion mises en échec par la mobilisation populaire. En avril 2003, à 1 heure du matin et en pleines vacances de Pâques, une troisième tentative fut la bonne, accompagnée dans les jours qui suivirent d'une brutale répression de 10000 personnes qui tentèrent de récupérer la fabrique. Après six mois de résistance et de lutte d'un vaste mouvement de soutien, le 31 octobre 2003 (date postérieure à l'écriture de cet article), la mairie de Buenos Aires a voté l'expropriation de la fabrique et sa remise à une coopérative formée par les ouvrières (ndt).

Grands petits hommes

Mato-Topé

Un rêve algérien, film de Jean-Pierre Lledo, 1h46, distributeur: Vision Distribution, sortie le 26 novembre 2003.

Henri Alleg est surtout connu pour *la Question*, ce récit implacable qui fut pour beaucoup dans la mobilisation contre la guerre d'Algérie et les méthodes indignes utilisées par l'armée française pour combattre l'insurrection. Le lecteur et le spectateur, puisque le livre fut adapté au cinéma, se souviennent qu'Henri Alleg fut arrêté en tant que rédacteur en chef d'*Alger républicain*, le quotidien du Parti communiste algérien. Mais c'est à peu près tout, car Henri Alleg a resserré son propos sur son objet et n'a pas laissé de place à l'autobiographie.

En nous invitant à suivre son retour dans l'Algérie d'aujourd'hui, *Un rêve algérien* permet de mieux comprendre la nature du combat singulier mené par Henri Alleg et ses anciens camarades qu'il retrouve à cette occasion. Le cinéaste l'accompagne en son voyage à la fois géographique et temporel et, à plus de 80 ans, cet homme tout menu n'a rien perdu de sa force de conviction. Alger, Annaba, Constantine, Cherchell, Oran, les grandes villes d'Algérie marquent les principales étapes de son parcours. Le temps ayant produit son inexorable effet, ses anciens compagnons de lutte encore en vie sont aujourd'hui très âgés, et ce film a pour premier mérite de conserver leur trace. Il était plus que temps: son compagnon d'Annaba, Aldelkader Benzegala est décédé peu après son passage devant la caméra comme s'il avait attendu de revoir une dernière fois son vieil ami. La galerie de portraits est passionnante; le retour sur l'histoire tout autant avec la description de la misère coloniale (les famines qui frappèrent particulièrement les fellahs, le racisme, les inégalités propres au système colonial, etc.) et le rappel de grands épisodes des luttes ouvrières (la grève des mineurs de L'Ouenza en 1948, celle des dockers d'Oran en 1950 en solidarité avec l'Indochine) et des heurs et malheurs de la guerre contre le colonialisme. Là aussi, il était temps; la mémoire des acteurs devient défaillante, et les lieux de l'histoire s'estompent: Henri éprouve bien du mal à retrouver la sinistre villa d'El Biar où la torture lui a été infligée et sur laquelle n'a même pas été fixée une plaque commémorative.

Ce retour sur l'histoire précise par petites touches le contenu du rêve algérien en le liant

à l'exigence de justice. Tous les anciens insistent sur le fonctionnement égalitaire d'*Alger républicain* et Alleg peut conclure : « Dans cette Algérie raciste, colonialiste, ici, il y avait vraiment une oasis de fraternité. » Le traitement des choix politiques du PCA s'avère évidemment plus complexe car beaucoup moins consensuel. Sur la fin de sa vie, après avoir accepté « l'idée de mourir pour un pays qui n'est pas le sien », et avoir été torturé, il est très difficile de demander à un homme de tout remettre en question. Par ailleurs, Jean-Pierre Lledo ne tient pas, d'évidence, à menacer la portée de son propos. Henri raconte donc qu'il a découvert le marxisme par des brochures en anglais que des soldats américains lui avaient données en 42-43. L'importance de la présence des Américains en Afrique du Nord dans la maturation des idées d'indépendance est à nouveau soulignée. Jean-Pierre Lledo note en voix off :

« La contestation nationaliste se veut arabo-islamiste. Où ailleurs que dans cette famille communiste anti-coloniale et multi-ethnique, le jeune Alleg aurait-il pu assumer sa révolte en restant lui-même ? »

Petit anachronisme. En 42-43, la contestation nationaliste est loin d'être entièrement gagnée par l'arabo-islamiste, et le PCA ne s'est pas encore rangé résolument dans la lutte anti-coloniale… C'est un euphémisme. Cependant, à l'époque, les réticences du PC à l'égard de ces formes émergentes de contestation du système à la fois colonial et capitaliste sont compréhensibles tant elles étaient difficiles à décrypter et c'est ce qui est encore plus important pour le PC à contrôler.

La question sensible et douloureuse du maquis rouge est évoquée plus loin lors du passage à Cherchell qui fut l'épicentre de cette éphémère et sanglante tentative du PCA d'organiser un maquis anti-colonial concurrent du FLN. Dernier survivant de cette aventure (à tous les sens du terme), Mustapha Saadoun s'appuie sur une canne mais n'a rien perdu de sa verdeur, et son discours est revigorant. Il peste contre le développement de l'esprit de lucre qui gagne toute la société algérienne (« J'ai horreur du commerce », « C'est devenu infect. N'importe qui cherche le profit »), se préoccupe des OGM (« Je suis sûr et certain, les ignares et les trabendistes que nous avons » ne manqueront pas de les introduire en Algérie où il n'existe pas de José Bové…) et regrette que l'anisette n'accompagne plus les parties de boules sur la place de Cherchell : « C'est ce qui manque justement la bouteille d'anisette. Il n'y en a pas. Tu sais, c'est un plaisir. C'est ce qui manque. C'est ce qui manque. » En Algérie, ça manque, prononcée sur un ton désabusé, était l'expression consacrée pour désigner un bien indisponible sur le marché pour cause d'incurie bureaucratique. Son utilisation répétée dit bien la tristesse du vieux militant devant la victoire de ses ennemis, les contempteurs de l'alcool et autres puritains ennemis fanatiques de tout plaisir. Le sens du combat de Mustapha, de sa vie tient dans la conviction qu'il « était possible à l'époque de faire quelque chose dans le bon sens ; c'était l'association sans race, ni religion, l'Algérie algérienne, l'Algérie de la justice ». Mustapha évoque également l'âpreté de la relation avec le FLN alors qu'Henri, habituellement plus disert, reste pratiquement muet. Pourtant, comme Mustapha le rappelle, les

camarades communistes ralliés au FLN ont été liquidés dans les Aurès. De même, la question de l'opportunité politique de constituer un maquis rouge n'est pas posée. En tant que membre de la direction du Parti, Henri porte une part de responsabilité que le film préfère ne pas aborder.

Lorsque Mustapha Saadoun conduit Henri sur les tombes anonymes d'otages fusillés le 28 novembre 1958 en représailles à une opération de l'ALN, nous quittons l'événementiel pour aller à l'essentiel. Parmi les victimes, figurent trois de ses frères raflés en raison du départ de Mustapha au maquis. Le plus jeune avait 16 ans, et les policiers sont venus l'arrêter dans l'enceinte de son lycée. Mustapha évoque alors Oradour: les mots portent et traduisent bien la réalité atroce de la répression. Son absurdité également, puisque Mustapha note que ces représailles ont entraîné de nouveaux départs pour le maquis. Bien qu'ayant perdu en outre deux autres frères durant la guerre d'indépendance, Mustapha ne s'est pas laissé submerger par la haine et parvient à tenir un discours d'une grande tenue morale fait de réconciliation et de fraternité. Ce faisant, avec son bonnet de laine sur la tête et sa mise modeste d'homme du peuple, Mustapha incarne tout simplement la plus haute idée de l'humanité. Dans le même esprit, à la fin de son récit sur la torture, Henri tient à confesser que lorsqu'il a cru que sa femme avait été également torturée, il a senti monter en lui de la haine à tel point: « Que je me suis surpris à penser que si j'en réchappais, il faudrait que je tue ces gens ». On pense bien sûr à Robert Antelme quand, dans une demi-pénombre, Henri Alleg avoue ses « pensées indignes de lui ». Contrairement à l'argumentaire fallacieux de ses défenseurs, la torture ne cherche pas à obtenir des renseignements coûte que coûte, mais à déshumaniser l'ennemi. Et si Henri Alleg juge cette haine dégradante, c'est qu'elle l'a fait régresser à l'état de ceux qui le torturaient. Sa victoire ultime se situe précisément dans la peine et dans la honte qu'il continue d'éprouver et qui le distinguent radicalement de ses tortionnaires qui, encore aujourd'hui, revendiquent leurs pratiques immondes. D'une grande force émotionnelle comme seul le cinéma peut nous en réserver, ces moments montrent en quoi consiste la véritable noblesse de l'appartenance à l'« espèce humaine »[1].

Le film s'achève sur les anciens d'*Alger républicain* et le rappel de la répression violente qu'ils subirent après le coup d'État de Boumedienne en 1965. Rien sur la suite. Henri Alleg ayant quitté l'Algérie, et certains de ses camarades ayant subi torture et emprisonnement pendant de longues années, le PCA semble dégagé de toute responsabilité. Mais la politique du Parti de l'avant-garde socialiste (le PAGS) qui a pris la suite et principalement son soutien au gouvernement au nom de la défense du camp socialiste et des non-alignés ont ruiné pour longtemps en Algérie toute référence au socialisme et ont conféré une forte crédibilité au discours des islamistes, dès lors seule alternative à la corruption de la dictature militaire déguisée sous les oripeaux d'un improbable socialisme arabo-islamique.

D'une grande honnêteté, Jean-Pierre Lledo filme à la première personne, impliqué dans le récit par la voix off et également par sa présence à l'écran surtout à la fin du film lorsqu'il s'agit de conclure. En fait, Lledo ne fait pas qu'accompagner Alleg, il vit avec lui le retour d'exil en terre algérienne qu'il a dû quitter sous la menace des islamistes. Le film s'ouvre, du reste, sur une prise de position qui situe parfaitement le propos général du film: « Pour l'enfant que j'ai été, Henri Alleg et ses compagnons sont surtout la preuve qu'une autre Algérie était possible où tous les siens, arabo-berbères, pieds noirs et juifs auraient pu vivre ensemble [...]. Je suis né de leur rêve de fraternité ».

Lorsque, plus tard, les camarades se recueillent sur la tombe d'Henri Maillot, aspirant pied-noir, membre du Parti, ayant rejoint le maquis communiste. Sur sa tombe, une inscription: « Mort au champ d'honneur le 15 juin 1956, pour une Algérie indépendante et fraternelle », Lledo peut noter à nouveau, toujours en voix off, que si l'Algérie a conquis son indépendance quelques années après l'exécution sommaire de Maillot, il y a plus de quarante ans, ce qui était inéluctable, la fraternité reste à réaliser. C'est peu de le dire. Il s'agit donc d'inventer un autre futur à partir d'un combat mené et perdu (la voix off conclut la séquence: « À cet instant, mon rêve reçoit enfin une sépulture. Il pourra refleurir »), démarche bien connue des passionnés de la Révolution espagnole...

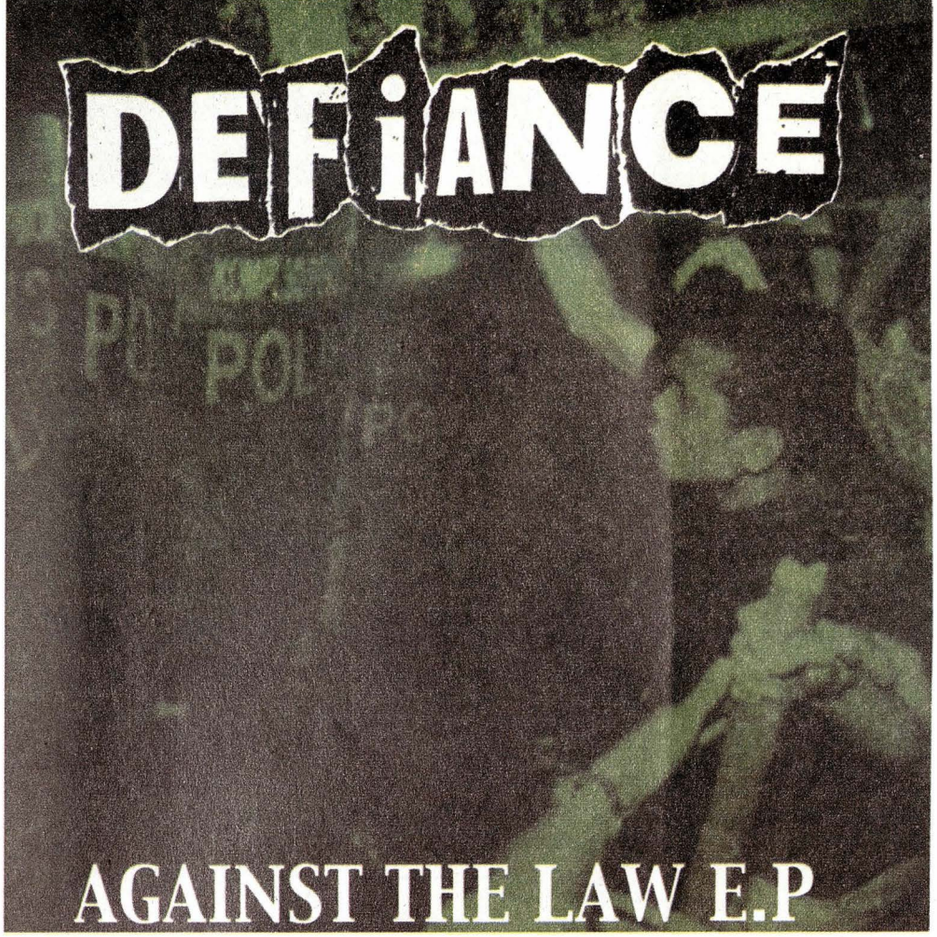
Les modalités pour parvenir à l'indépendance ont conduit à la négation du rêve algérien. L'histoire a suffisamment montré que la fraternité n'est jamais engendrée par le nationalisme et sa violence aveugle qui mutile et meurtri des innocents afin de construire des frontières étanches pour vivre entre soi. Avec une sorte de terrible prémonition, Mouloud Feraoun écrivait: « J'ai peur du Français, du Kabyle, du soldat, du fellagha. Il y a en moi le Français, il y a en moi le Kabyle. Mais j'ai horreur de ceux qui tuent, non parce qu'ils peuvent me tuer, mais parce qu'ils ont le courage de tuer. » Et c'est précisément dans la mesure où il incarnait l'antinomie de leur inhumanité que les tueurs de l'OAS l'ont assassiné, sans réussir à détruire avec lui l'espoir de fraternité qu'il partageait avec tous les grands Algériens de Kateb Yacine à Albert Camus et qui demeure une exigence intemporelle.

Lorsque ce rêve se garde des appareils pour lesquels leur pérennité, et surtout celle de leurs dirigeants, passe avant tout, les hommes qui le portent, échappent à la mutilation partisane pour devenir des frères en humanité. Espérons simplement que ces derniers militants communistes disparus, l'Algérie saura enfanter d'autres rêveurs impénitents.[2] Car, en Algérie, les invasions barbares ne sont malheureusement pas une élégante métaphore québécoise mais une réalité immonde (dans l'arrière-plan, l'omniprésence des forces de l'ordre – barrages de gendarmerie, escortes armées pour l'équipe, véhicules de la police à l'arrêt ou en mouvement, etc. – dit bien que la guerre civile n'est pas encore terminée), et que peut-on lui opposer d'autre que la fraternité entre égaux dans la liberté, en un mot l'anarchie? La disparition inéluctable des derniers porteurs du rêve algérien peut signifier la victoire pour longtemps de la barbarie et, dès lors, engendrer une nostalgie bien compréhensible pour le spectateur ayant comme Henri Alleg ou Jean-Pierre Lledo une histoire forte et ancienne avec ce pays. Mais l'histoire continue, et le monde ne disparaît pas avec les acteurs qui ont tenté, maladroitement toujours, de le transformer même si avec eux périt à jamais une mémoire forcément unique, mémoire qu'un film comme *Un rêve algérien* contribue heureusement à sauvegarder. Toujours au second plan, et de manière fugitive, quelques signes furtifs émaillent le film et invitent à un peu d'espoir. À Annaba, derrière Kader une affiche sur un colloque organisé en avril 2001 et consacré à saint Augustin sur le thème « Africanité et Universalité », une autre sur « Là-bas mon pays » d'Alexandre Arcady disent un travail de mémoire inimaginable il y a encore quelques années. Archéologue, la fille de Mustapha dont il doit être fier, effectue des fouilles dans la région de Cherchell, bel exemple d'émancipation. Lors du tournage, des passants interviennent pour manifester leur amitié à Henri Alleg: sur la place de Cherchell, avec une pointe d'emphase, un homme exprime son respect au rédacteur en chef d'*Alger Républicain* dont il a retenu le slogan adopté sous la censure (« *Alger républicain* dit la vérité, il ne dit que la vérité mais ne peut pas dire toute la vérité »), plus émouvant encore, la vieille femme d'Oran tient par l'épaule avec douceur Henri Alleg en écoutant avec une grande attention la présentation que font de lui en arabe Jean-Pierre Lledo et son copain d'enfance. La barbarie est loin d'avoir gagné tous les esprits... Alors soyons sûr que, demain, il y aura en Algérie comme ailleurs des êtres humains pour rappeler à la manière de Montaigne le fondement de toute posture morale:

« J'estime tous les hommes mes compatriotes, et embrasse un Polonais comme un François, postposant cette lyaison nationale à l'universelle et commune. »

M. T.

1. Cf. Robert Antelme, *l'Espèce humaine*, Paris, Gallimard, 1957 et Gallimard (*Tel*, n° 26), 1996.
2. Sur un thème très proche en définitive, il faut voir, comme en écho, *Forget Baghdad*, un film sur des communistes juifs et irakiens et leur difficile intégration en Israël.



DISQUE

LIVERPOOL meets Saint-Étienne ! Flamingo 50 et Lack of Reason se retrouvent sur un split CD, premier signe « en dur » de l'amitié qui unit les deux groupes depuis leur première rencontre au Ladyfest de Glasgow, en 2001 (le Ladyfest étant un festival de groupes féminins, et parfois volontiers féministes). Si les anglaises (hé oui ! deux filles, un gars) de Flamingo 50 déboulent sur un punk rock furieux, genre Ramones sous anabolisants, je garde une petite préférence pour les stéphanois.e.s (hé oui ! deux filles, deux gars) de Lack of Reason et leur émopopcore qui gagne, de mois en mois, toujours davantage de nuances, toute en gardant cette énergie électrisante.

Je ne me lasse pas d'écouter leurs petits bijoux mélodiques, comme par exemple « Thursday night » (téléchargeable sur le site du label) qui abrite, derrière les riffs et la rythmique, une sensibilité à fleur de nerfs, exacerbée encore par la voix singulière et envoûtante de Géraldine (la chanteuse/guitariste). À écouter les yeux fermés, en prenant garde toutefois à ne pas trop se cogner en dansant.

10 euros port compris à Préhisto Records, B.P. 22, 38206 Vienne cedex. (http://www.prehisto.fr.st/)

RESTONS dans les excès de vitesse avec le nouveau 45 tours de Defiance, (assez) vieux groupe anarchopunk de Portland si ça peut se voir au nombre de clous sur leurs blousons de cuir… Trois titres qui vont à l'essentiel, à la fois dans les paroles (abordant, en gros, le furieux cynisme et les sombres contradictions des systèmes du Pouvoir) et dans la musique (punk rapide et costaud à la Exploited, Varukers, etc.). À part un solo un brin trop métal à mon goût sur le premier titre « Fall into line » ça s'écoute plutôt bien, même si ça n'est pas ce qu'on fait de plus déroutant dans le genre. Disons que ça reste assez « catchy », comme on dit en Amérique. Le disque vient tout juste de sortir, et avec un peu de chance vous pourrez avoir la galette en vert (la moitié de ce tirage vinyl est en couleurs !).

5,20 euros port compris chez Dirty Punk Records, BP 302, 59 666 Villeneuve d'Ascq cedex. (http://perso.wanadoo.fr/dirtypunk/)

UNE SOLIDE VPC qui résiste bien au temps méritait bien qu'on en cause dans les pages du *Monde libertaire*. Voilà qui sera fait. Je veux bien sûr parler de la fameuse liste « Le Prisonnier – Liberté pour tous », qui en est à sa vingt-troisième édition. Ce catalogue a la particularité de proposer diverses productions punks (cassettes, disques, fanzines), mais aussi cold, electro, et industriel, la cohabitation de ces genres n'étant pas chose courante dans le milieu alterno… Les prix sont très corrects, et David ne ménage pas ses efforts pour contribuer à diffuser des productions qui, décidément, ne recueillent jamais les faveurs de la music'critic (et c'est tant mieux).

Pour recevoir le catalogue, un petit mot gentil accompagné d'un timbre à David Vandeputte, 428/41, rue Léon-Gambetta, 59000 Lille.

POUR finir, signalons l'existence du Kiosk, lieu de diffusion à Toulouse qui tâche de distribuer une information et une culture alternative à celle du système marchand. On y trouvera donc des tracts, des affiches, une librairie (bouquins, journaux et fanzines), de la musique (vinyles, K7, CD provenant de labels indépendants ou autoproduits), une bibliothèque… À noter que le Kiosk se trouve au Clandé, squat ouvert depuis 1996 qui, hélas, est depuis trois ans sous le coup d'une mesure d'expulsion. Le couperet judiciaire n'est pas encore tombé, donc… à découvrir et à soutenir !

Ouvert le mercredi et le vendredi de 17 heures à 20 heures au Clandé, 9, rue Quéven (derrière le Décathlon du centre-ville). Mail : mayorflew@hotmail .com

André Sulfide

agenda

Vendredi 21 novembre

Rouen

Réunion débat proposée par le groupe de Rouen de la FA: *Altermondialisme: aménager le capitalisme ou s'en débarrasser?* à la Halle aux toiles à 20h30.

Samedi 22 novembre

Lyon 7e

Débat avec les auteurs du livre *Les Refuzniks israéliens: ces soldats qui refusent de combattre dans les territoires occupés* à 15 heures à la librairie La Gryffe, 5, rue Sébastien-Gryphe.

Dimanche 23 novembre

Paris 11e

Palestine: soirée de soutien au village de Yanoun. Film, expo et photos. Et un concert: les travailleurs de la nuit, Brixton Cats, Kochise. Au CICP à 17 heures, 21 ter, rue Voltaire, M° Rue-des-Boulets. 5 euros.

Vendredi 28 novembre

Paris 20e

Les éditions CNT Région parisienne proposent une réunion débat autour du livre *Les anarchistes français face aux guerres coloniales (1945-1962)*, avec l'auteur Sylvain Boulouque, à partir de 19h30, au 33, rue des Vignoles.

Mercredi 3 décembre

La Chaux-de-Fonds (Suisse)

Réunion contre la vague fascisante de l'UDC à 20 heures dans les locaux de l'ADC, rue de la Serre, 90. Organisée par l'Espace Noir (Case Postale 94, Francillon 29, 2610 Saint-Imier, www.espacenoir.ch/) et la Fédération libertaire des montagnes (Case postale 569, 2301 La Chaux-de-Fonds).

Vendredi 5 décembre

Rouen

Soirée « Voix libres », avec comme invité Roberto San Geroteo. À la librairie L'insoumise, 128, rue St-Hilaire. A 20h30.

Samedi 6 décembre

Marseille 1er

Deux auteurs présenteront leur dernier ouvrage: *Pour avoir dit non, Actes de refus dans la guerre d'Algérie (1954-1962)* de Hélène Bracco, et *Les anarchistes français face aux guerres coloniales (1945-1962)* de Sylvain Boulouque. Au CIRA, 3, rue St-Dominique à 15 heures.

Saint-Étienne

Concert de Christian Paccoud avec en première partie Marcel et Nico. À Main dans la main, rue Tournefort. Organisé par la France qui pue, les Idiots carburent et la CNT. 5 euros. Renseignements: 0477257804.

Dimanche 7 décembre

Paris 18e

La bibliothèque La Rue organise une rencontre avec Francis Dupuis-Déri, écrivain et militant anarchiste québécois, au 10, rue Robert-Planquette, M° Blanche ou Abbesses, à 15 heures.

Dimanche 14 décembre

Paris 11e

Concert débat et une projection en soutien au serveur Internet gratuit propagande.org, avec: Garage Lopez, René Biname, et Guarapita. Au CICP, 21 ter, rue Voltaire. À 17 heures, 5 euros.

Radio libertaire

Jeudi 20 novembre

Si vis pacem: émission de l'Union pacifiste, de 18 heures à 19h30. Le terrorisme « raffiné » en Algérie, un modèle pour la normalisation pétrolière en Irak?

Vendredi 21 novembre

Enjoy polar: de 12 à 13 heures, la collection Polarchives des Éditions du Passage avec Laurent Martin (*Or noir, peur blanche*) et Alain Bellet (*Fausse Commune*).

Jazz en liberté: à partir de 22h30, quelques pianistes (Horace Tapscott quartet, Matthew Shipp quartet...).

Samedi 22 novembre

Chroniques syndicales: de 11h30 à 13h30, l'Inspection du travail, vers une possible réforme?

Dimanche 23 novembre

Désaxés: émission de cinéma, de 20h30 à 22 heures, spéciale cinéma X avec Martin Cognito autour de *Virginie*, dernier volet d'une trilogie « hardistique ».

Lundi 24 novembre

Les Destinées de l'Histoire: de 18 à 20 heures, Simone Roux, pour *Paris au Moyen Âge, de la fin du XIIe au XVe siècle*, Hachette Littérature.

Le Monde merveilleux du travail: de 20 à 21 heures, avec le Syndicat du commerce de la CNT, à propos des carences des institutions caritatives.

Mardi 25 novembre

Actes & Cités: émission d'architecture. À 11 heures: « Prisons: construire l'abolition ». À 12 heures: privatisation des prisons, expériences à l'étranger, perspectives en France.

Pas de quartier: de 18 heures à 19h30, l'émission du groupe Louise Michel recevra *Marre-de-la-pub* pour nous tenir au fait des luttes, des difficultés et des projets de ce mouvement en pleine accélération...

Mercredi 26 novembre

Blues en liberté: de 10h30 à 12 heures, J.-B. Hutto, dans les pas d'Elmore James.

89.4 MHz
en région parisienne

Chronique de la toile 4

Et si on chantait: « Debout, debout, vieux révolutionnaire, et l'anarchie enfin va triompher »? Les anciens connaissent *le Triomphe de l'anarchie*, écrit par Charles d'Avray avant 1914. Ce militant né en 1878 et mort en 1960 se servait de ses chansons au cours de conférences chantées car « il estimait que la conférence agrémentée de chansons est la meilleure forme de propagande ».[1] Visitez le site personnel: <http://w3.teaser.fr/~cperrin> pour prendre connaissance de ses chansons et télécharger quelques-unes de ses mélodies, dont *le Triomphe* que l'on trouve aussi mais complet sur un site d'extrême gauche suisse: <http://www.republique.ch/mp3>

Qui n'a pas en tête la musique de *A las barricadas* ? S'il vous manque les paroles, elles sont sur le site anarcho-syndicaliste: <http://www.anarchosyndicalism.org/audi>. La musique y est aussi, dans sa version traditionnelle et dans une version ska. Vous trouverez sur la même page des chants des wobblies, du syndicat américain IWW. Il y a *Solidarity for ever* et quelques autres comme *There is power in the union*, chaque fois texte et chant par les IWW Rebel Voices.

Si vous voulez entendre la *Makhnovtchina*, il suffit de retourner sur le site suisse mentionné plus haut. Elle se trouve coincée au milieu de chants « révolutionnaires » du style *Fils de France*, et *Nouveaux Partisans* ou l'hymne soviétique. Les paroles qui sont présentes sur ce site ne correspondent pas à la version que je connaissais. Celle-là, l'officielle (?), vous pouvez en trouver le texte sur le site des jeunes libertaires de Toulouse: <http://jeuneslibertaires.free.fr>. Il y a là un ensemble de chansons anarchistes remarquable. Il est seulement regrettable que la musique ne soit pas jointe, ni sous forme de partition ni sous fichiers musicaux.

Connaissez-vous ces paroles ? « Coquin, filou, peureux, nom de Dieu, vous m'appelez canaille. Dès que j'ouvre les yeux, nom de Dieu, jusqu'au soir je travaille, cent dieux », c'est *le Père Duchesne*. Et celles-là: « Ils ont tout ramassé/Des beignes et des pavés/Ils ont gueulé si fort/Qu'ils peuv'nt gueuler encore », c'est de Léo Ferré, *les Anarchistes*. Vous trouverez ces chansons et d'autres encore sur le site suisse déjà indiqué. Voici de quoi rendre nos manifs ou nos réunions plus joyeuses.

À bientôt.

L'araignée
araignee@plusloin.org

1. *Histoire du mouvement anarchiste en France* de Jean Maitron.

Lire Han Ryner

Les 28 et 29 septembre 2002, le Centre international de recherches sur l'anarchisme (Cira) organisait un colloque consacré à Han Ryner. Les débats ont eu lieu au Théâtre Toursky à Marseille. *Les Actes du colloque*[1] rassemblent toutes les communications qui sont suivies d'une œuvre de Han Ryner, *L'individualisme dans l'Antiquité* (1924).

Han Ryner (1861-1938) avait une personnalité aux nombreuses facettes. Il était philosophe, écrivain, anarchiste individualiste et pacifiste convaincu.

Il a été un ardent défenseur des victimes de toutes les répressions: Alfred Dreyfus, Eugène Dieudonné, les réfractaires et les insoumis, Sacco et Vanzetti, les objecteurs de conscience... Il a soutenu les essais de colonies naturistes libertaires. Il a participé aux mouvements anticolonialistes et a défendu les principes d'une éducation libertaire.

L'œuvre de Han Ryner se compose d'essais philosophiques et politiques, de romans, de pièces de théâtre ainsi que de textes de conférences et de milliers d'articles dans la presse. Il a été l'un des collaborateurs de l'Encyclopédie anarchiste de Sébastien Faure.

Baigné dans son enfance par la langue provençale, Han Ryner a fait partie du Félibrige. Il est l'un des rares anarchistes ayant participé à ce mouvement de défense de la langue. Plusieurs interventions dans ce colloque évoque ses liens avec la Provence ainsi que ses poésies provençales.

L'œuvre de Han Ryner a été traduite dans une dizaine de langues. Mais c'est sans doute en Espagne qu'elle a été le plus diffusée. Les idées individualistes de Han Ryner étaient connues dans les milieux libertaires espagnols. Ont été rappelées aussi ses idées pacifistes. Même pendant la première Guerre mondiale, il a participé à un grand nombre de petites revues pacifistes politico-littéraires. Il s'est également attaqué aux méfaits des religions et particulièrement de l'Église catholique.

Le colloque s'est conclu avec une intervention de Gérard Lécha intitulée *Han Ryner: apologie d'un bon sens pour le XXIe siècle*. Ses idées pacifistes et individualistes restent évidemment toujours d'actualité.

1. *Actes du colloque Han Ryner, Théâtre Toursky, 28 et 29 septembre 2002*, édités par le Cira et les Amis de Han Ryner. Paru le 24 octobre 2003 et distribué par le Cira, 3, rue Saint-Dominique, 13001 Marseille. Disponible à Publico.

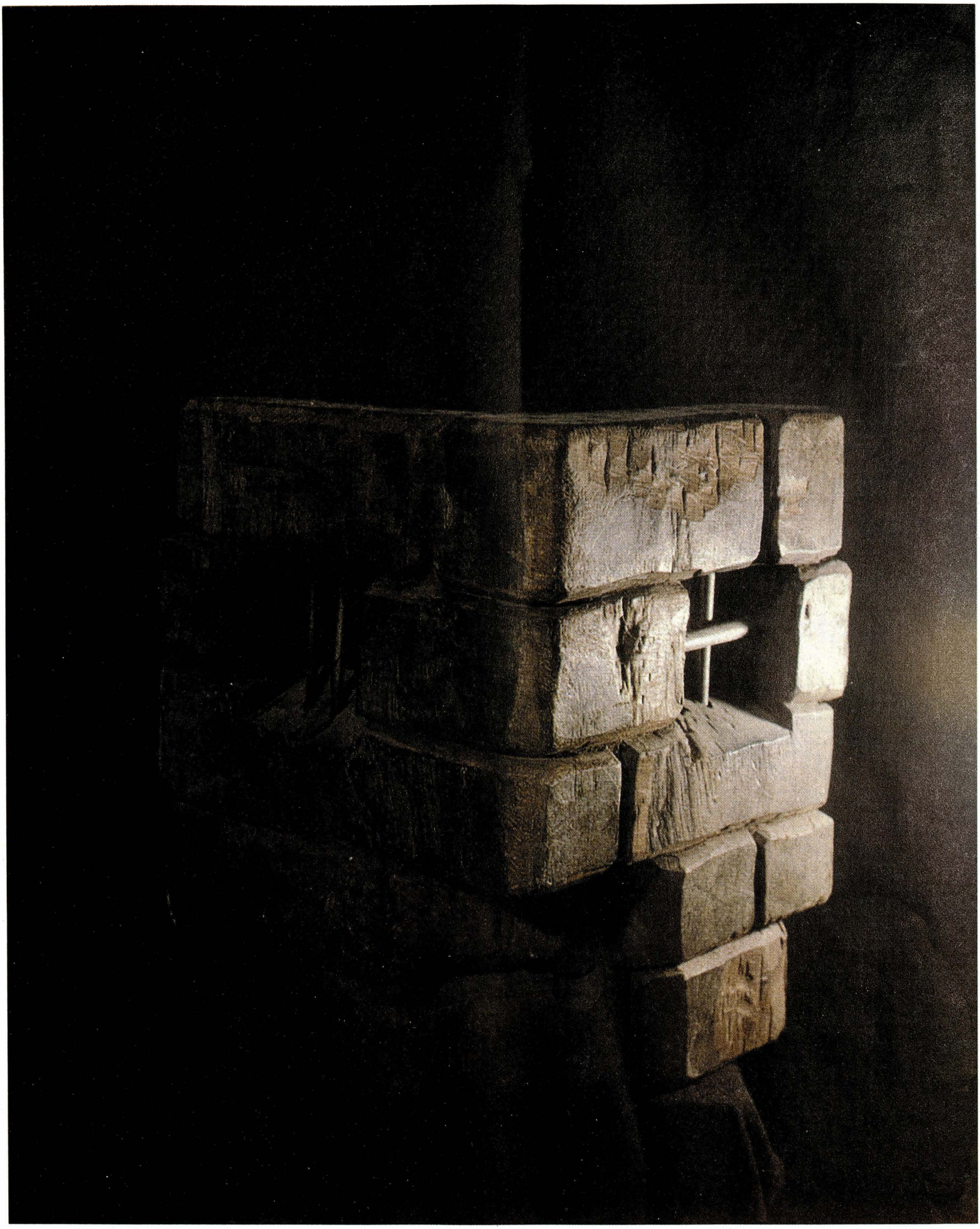
J'ai pas la télé...

mais je la regarde quand même

Route 181 propose un regard inédit sur les habitants de Palestine-Israël, le regard commun d'un Israélien et d'un Palestinien. Pendant plus d'un an, les deux cinéastes se sont dédiés à la réalisation de ce qu'ils considèrent comme un acte de foi cinématographique. À l'été 2002, pendant deux mois, Eyal Sivan et Michel Khleifi voyagent ensemble du sud au nord de leur pays. Pour accomplir ce voyage en terre natale, ils ont tracé leurs parcours sur une carte routière et l'ont intitulé *Route 181*. Cette ligne virtuelle suit les frontières de la résolution 181 adoptée par les Nations unies le 29 novembre 1947 qui prévoyait la partition de la Palestine en deux États. Au hasard de leurs rencontres, ils donnent la parole aux hommes et aux femmes, israéliens et palestiniens, jeunes ou anciens, civils ou militaires... saisis dans l'ordinaire de leur vie quotidienne. Chacun de ces personnages a sa manière d'évoquer les frontières qui le séparent de ses voisins: béton, cynisme, barbelés, humours, indifférence, méfiance, agression, etc. Les frontières se sont construites sur les collines et dans les vallées, sur les montagnes et dans les plaines, mais surtout dans les esprits des deux peuples et dans l'inconscient collectif des deux sociétés. Avec *Route 181, fragments d'un voyage en Palestine-Israël*, Eyal Sivan et Michel Khleifi nous invitent à un voyage déroutant à travers ce petit territoire aux enjeux démesurés.

Samedi 22 novembre, de 10 heures à 11 h 30, la Philanthropie de l'ouvrier charpentier rercevra Eylal Sivan, sur Radio libertaire, 89.4 MHz en région parisienne.

Route 181 sera diffusé sur Arte le 24 novembre à 21 h 50.



Reinaldo: *le Maton*